



Suzanne Ouedraogo, 60 ans, vit dans le village de Fanka, au Burkina Faso, et reçoit de l'argent contre travail dans le cadre de la réponse à la crise alimentaire de 2012 au Sahel. Photo : Pablo Tosco/Intermon Oxfam.

# QUELLES LEÇONS TIRÉES?

Un bilan de la réponse à la crise alimentaire 2012 au Sahel pour construire la résilience

En 2012, le Sahel a été une nouvelle fois frappé par une grave crise alimentaire touchant plus de 18 millions de personnes. Les États de la région, les donateurs et les agences d'aide étaient déterminés à ne pas reproduire les erreurs commises lors des précédentes crises. Toutefois, si leur intervention était plus pertinente à de nombreux égards, certaines lacunes importantes subsistent. Les familles et les communautés les plus pauvres ont été les plus touchées, car les profondes inégalités ont rendu certaines personnes bien plus vulnérables que d'autres. Tout en continuant de répondre à la grande ampleur des besoins humanitaires et de relèvement dans la région, nous devons aussi tirer les enseignements de la réponse apportée en 2012 et développer un nouveau modèle qui permettra une prévention et une gestion plus efficaces des prochaines crises. L'intérêt croissant pour le concept de résilience offre un énorme potentiel pour y parvenir, mais uniquement à condition que tous les intervenants travaillent ensemble afin de traduire les paroles en une action apportant des améliorations durables pour les communautés les plus pauvres du Sahel.

Avec la  
contribution  
de



Save the Children



OXFAM

# RÉSUMÉ

En 2012, la région sahélienne d'Afrique centrale et de l'Ouest a de nouveau connu une grave crise alimentaire suite à la sécheresse qui a affecté la production alimentaire, fait grimper les prix des denrées alimentaires et exposé des millions de personnes, déjà vulnérables de manière chronique, à une nouvelle année de rigueur et de faim.

Au plus fort de la crise, plus de 18 millions de personnes dans 9 pays ont été touchées, et la vie de plus d'1 million d'enfants a été menacée car les foyers ne parvenaient pas à se procurer suffisamment de nourriture pour survivre. Au Tchad, des femmes ont été contraintes de creuser dans des fourmilières pour trouver des graines, tandis que des centaines de milliers de familles à travers la région ont dû se contenter d'un seul repas par jour.

L'ampleur de la crise a certes été importante, mais elle n'aurait pas dû être inattendue.. Les épisodes de sécheresse sont devenus fréquents au Sahel, et la crise de 2012 est survenue peu de temps après des crises également liées à la sécheresse, en 2010 et en 2005, ainsi qu'une crise du prix des denrées alimentaires en 2008. De nombreuses communautés sont maintenant en situation de vulnérabilité chronique (230 000 enfants meurent des suites de sous-nutrition<sup>1</sup>, même les années de « bonnes » récoltes),<sup>2</sup> alors les moindres chocs peuvent avoir des impacts désastreux.

La réponse humanitaire aux précédentes crises au Sahel et, plus récemment, dans la Corne de l'Afrique, a été largement critiquée pour avoir fait « trop peu, trop tard ». Début 2012, lorsque la crise a commencé, de nombreux États, donateurs et agences d'aide étaient déterminés à ne pas reproduire les mêmes erreurs. Ils étaient décidés non seulement à apporter une réponse plus efficace à cette crise, mais aussi à en faire plus pour aider les communautés à développer leur résilience face aux inévitables chocs ou crises que leur réserve l'avenir.

Ce rapport s'intéresse à la manière dont les États, les donateurs et les agences d'aide ont réagi à la crise de 2012 et aux enseignements qu'il convient d'en tirer pour améliorer les prochaines interventions. Il s'appuie sur des entretiens approfondis avec le personnel d'Oxfam, d'autres agences, des donateurs et des représentants de gouvernements, sur des groupes de réflexion avec les communautés dans trois pays, sur les points de vue des organisations de la société civile dans six pays, ainsi que sur les dernières recherches concernant la sécurité alimentaire et la résilience dans la région.

L'analyse révèle que, si la réponse de 2012 a *réellement* été plus efficace à de nombreux égards que lors des précédentes crises, il subsiste des lacunes considérables auxquelles il faut remédier.

*« Cette année, nous n'avons récolté que 4 sacs de millet, comparé aux 20 sacs que nous sommes en mesure de récolter lors d'une année normale. Mais cela fait longtemps que nous n'avons pas eu une année normale. Nous enchaînons les catastrophes, à cause de quantités d'eau soit trop importantes, soit trop faibles. »*

Ramata Zore, Taffogo, région central du nord, Burkina Faso, avril 2012)

## Des performances mitigées

On ne peut pas faire preuve de complaisance au sujet de la réponse apportée en 2012. Alors que les systèmes d'alerte précoce ont fourni les informations requises pour une intervention précoce, il y avait encore un désaccord quant à la gravité probable de la crise. Certains donateurs, tels que le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), ont réagi plus tôt que les années précédentes. Toutefois, de manière générale, le financement par les donateurs n'a pas été plus rapide qu'auparavant. Début juillet 2012, au plus fort de la crise, l'appel des Nations unies n'était encore financé qu'à moins de 50 %.<sup>3</sup>

Contrairement aux crises précédentes, la plupart des États de la région ont réagi aux signes d'alerte précoce : le Niger, par exemple, a demandé une aide six mois plus tôt que lors de la crise de 2010. Pour autant, des obstacles techniques, financiers et politiques ont subsisté, et l'aide apportée par les donateurs et les ONG internationales n'a pas permis de renforcer la capacité nationale et le leadership de la réponse. Au Sénégal, par exemple, l'attention portée par tout le pays aux élections présidentielles a empêché une intervention précoce, tandis qu'ailleurs, les États étaient souvent des acteurs marginaux, le financement par les donateurs contournant largement les systèmes nationaux.

Ainsi, malgré de grands progrès, des millions de personnes n'ont toujours pas reçu l'aide dont elles avaient besoin. D'un côté, un nombre sans précédent d'enfants de la région ont bénéficié d'un traitement contre la Malnutrition Aigüe Sévère. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a apporté à lui seul une aide alimentaire et nutritionnelle à quelque 5 à 6 millions de personnes. D'un autre côté, 5,6 millions de personnes n'ont pas reçu les semences, les outils et les engrais dont elles avaient besoin pour semer la prochaine récolte, ce qui a réduit d'autant leur capacité à se relever de la crise et à développer des réserves pour atténuer les impacts de la prochaine crise.

## Faire ce qu'il faut la prochaine fois

En 2013, la première chose à faire est de reconnaître que la crise n'est pas derrière nous. Dans la région du Sahel, 10 millions de personnes ont toujours besoin d'une aide d'urgence pour nourrir leur famille et reconstruire leurs moyens de subsistance. Pourtant, au 5 avril 2013, l'appel de fonds des Nations unies pour 2013 n'était financé qu'à 24%. Ce serait un échec si la communauté internationale n'entreprend pas mesures urgentes pour apporter une aide rapide, suffisante et durable.

Il s'agit là de la priorité la plus urgente. Mais les États, les donateurs et les agences d'aide doivent aussi faire en sorte de mieux prévenir et gérer les crises à l'avenir. Le concept de résilience est un excellent moyen d'y parvenir, mais uniquement s'il ne s'arrête pas aux causes immédiates des crises récurrentes.

Tous les acteurs impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans la région, y compris Oxfam, doivent mettre à profit le savoir-faire actuel pour aider les communautés à développer leur résilience de la

*« L'enseignement que nous avons tiré des grandes interventions humanitaires à répétition dans la région est qu'il est impératif de changer la façon dont nous répondons aux crises au Sahel. »*

David Gressly<sup>4</sup>, coordinateur régional humanitaire des Nations unies<sup>5</sup>)

manière la plus efficace et la plus durable possible. Il est essentiel de renforcer les investissements dans l'agriculture à petite échelle, les réserves alimentaires locales et nationales, ainsi que les programmes de protection sociale, et de multiplier les efforts pour prévenir et traiter la sous nutrition. Il est également nécessaire de résoudre les défis structurels qui ont affaibli la réponse de 2012, tout comme les précédentes réponses. Ce rapport recommande des mesures pour relever ces trois défis :

- Développer une compréhension commune de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, de sorte que l'aide cible les plus pauvres et que les réponses puissent être mises en œuvre rapidement ;
- Faire tomber les barrières entre les acteurs humanitaires et du développement afin que les programmes à long terme et d'urgence se soutiennent mutuellement ;
- Investir dans le renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux de sorte que les États puissent apporter une aide durable et d'envergure à leurs citoyens.

Mais cela ne saurait suffire. Au final, les États, les donateurs et les agences d'aide doivent aussi lutter contre les inégalités qui sont au cœur des crises, actuelles comme passées, et qui rendent certaines personnes bien plus vulnérables que d'autres. Ces inégalités profondément ancrées empêchent en outre des millions de personnes de bénéficier de la croissance économique, notamment les femmes qui sont souvent socialement et économiquement marginalisées et exclues de la vie politique.

Le fait d'aider les communautés les plus pauvres du Sahel à briser le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté ne sera pas une mince affaire, face à des défis de taille tels que le changement climatique, la raréfaction des ressources, la croissance démographique, l'urbanisation et l'insécurité grandissante. La crise au Mali illustre bien les conséquences possibles de l'exclusion et du sous-développement. Mais cela peut et doit être fait. 2013 sera une occasion importante pour réaliser une avancée décisive. Les États, les organisations régionales, les donateurs, les agences des Nations unies et les ONG nationales et internationales ont tous un rôle à jouer pour aider les communautés du Sahel à saisir cette opportunité.

# 1 INTRODUCTION

En 2012, la région du Sahel a été confrontée à une crise alimentaire extrême touchant à son paroxysme plus de 18 millions de personnes dans neuf pays<sup>6</sup>. Quelque 8 millions de personnes se sont retrouvées dans une situation d'insécurité alimentaire grave. Les foyers de la région avaient des difficultés à se procurer suffisamment de nourriture pour survivre. Un million d'enfants de moins de cinq ans risquaient de mourir des suites de Malnutrition Aigüe Sévère.<sup>7</sup>

Les crises alimentaires ne sont pas un phénomène nouveau dans le Sahel. La région a déjà connu plusieurs épisodes de sécheresse, d'insécurité alimentaire et de sous nutrition par le passé. On y a longtemps trouvé les plus hauts taux de pauvreté au monde.<sup>8</sup>

Certains des pays frappés par la crise on récemment vu leur économie repartir, mais les communautés les plus vulnérables et les plus marginalisées ne bénéficient pas de ce regain. En dépit d'une progression en matière d'urbanisation, les populations du Sahel restent largement rurales et dépendent de moyens de subsistance agricoles vivriers et/ou pastoraux. Même au sein des zones rurales, les inégalités sont de plus en plus fortes.<sup>9</sup> Les résultats des études de référence pour l'analyse de l'économie des ménages<sup>10</sup> (AEM/HEA) indiquent également une disparité croissante entre riches et pauvres. Par exemple, dans le district de Dosso au Niger, l'enquête a révélé que le revenu des ménages aisés était près de 10 fois supérieur à celui d'un foyer très pauvre « type ».<sup>11</sup> Lorsque des chocs, même modérés, tels que la chute de la production agricole en 2011, frappent des familles déjà vulnérables, nombre d'entre elles n'ont aucune autre source de soutien. Pour les foyers les plus pauvres, la situation empire : du fait de la croissance démographique, il devient chaque année plus difficile de produire suffisamment de nourriture pour répondre à leurs besoins ; les impacts du changement climatique menacent d'exacerber le problème ; les prix élevés (et en augmentation) des denrées alimentaires rendent même les denrées de base inaccessibles pour de nombreuses familles ; et les États n'ont pas suffisamment investi dans des politiques pour soutenir les citoyens les plus pauvres et les plus vulnérables. Par conséquent, une diminution même infime des précipitations ou de la production suffit pour réduire l'accès des foyers pauvres à une quantité suffisante de nourriture, et la crise est alors inévitable. Les mécanismes d'adaptation utilisés par les communautés depuis des générations, tels que la transhumance vers de meilleurs pâturages, n'est plus une réponse appropriée, car les troupeaux se sont amenuisés et les pâturages se sont raréfiés. Les foyers pauvres ont épuisé toutes leurs réserves au cours de trois grandes sécheresses en l'espace de sept ans, en 2005, 2010 et 2012, et la crise du prix des denrées alimentaires de 2008 n'a rien arrangé.

De manière générale, les réponses apportées par les États et les agences d'aide lors des crises alimentaires, dans le Sahel comme ailleurs, ont toujours été insuffisantes. Les réponses aux crises de 2005 et 2010 dans le Sahel ont été fortement critiquées pour avoir fait « trop peu, trop tard ». <sup>12</sup> Le « retard dangereux » de la réponse à la crise alimentaire de 2011 en Afrique de l'Est a aussi donné lieu à de nombreuses critiques. Sans ce retard, il aurait été possible de sauver de nombreuses vies et de prévenir des dommages irréparables aux moyens de subsistance. <sup>13</sup>

Le niveau toujours élevé des besoins dans le Sahel, allié à un contexte toujours plus fragile, signifie que le statu quo n'est plus possible pour répondre aux crises alimentaires. Les États, les donateurs, les agences des Nations unies et les ONG prônent une nouvelle approche collective pour lutter contre la vulnérabilité et gérer les risques dans la région. L'objectif partagé doit être d'apporter des réponses efficaces aux crises tout en s'attaquant aux facteurs sociaux, économiques et politiques sous-jacents rendant certaines communautés et certains foyers ou individus plus vulnérables que d'autres lors d'une crise.

## **Structure du rapport**

Le reste de ce rapport comprend quatre sections. La Section 2 concerne l'impact de la crise de 2012 et ses causes. La Section 3 évalue dans quelle mesure nous sommes parvenus à combler ensemble certaines lacunes passées et à proposer une meilleure réponse en 2012. La Section 4 est consacrée à la manière dont les principaux défis structurels, apparus lors de la réponse de 2012, peuvent être relevés dans le cadre d'un programme étendu pour aider les communautés à renforcer leur résilience. Si le concept de résilience peut s'appliquer à une vaste palette de pressions et de chocs auxquels les populations peuvent être soumises, cette section se concentre sur les mesures possibles pour renforcer la résilience afin de lutter contre l'insécurité alimentaire chronique dans la région. La Section 5 présente des recommandations à l'attention des États, des donateurs et des agences d'aide.

## **Méthodologie**

L'analyse présentée ici est issue de sources très variées, notamment des entretiens avec le personnel d'Oxfam et plus de 30 organismes externes (agences des Nations unies, donateurs et services gouvernementaux), menés entre septembre et décembre 2012. Elle reflète également les points de vue des communautés, exprimés lors de discussions de groupe et dans des questionnaires au Burkina Faso (juin 2012), au Tchad (octobre 2012) et au Niger (décembre 2012). Elles'appuie sur les retours de groupes de la société civile dans six pays, et en particulier sur leur analyse de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires produite par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi que sur de nombreux documents officiels et rapports de recherche sur la réponse humanitaire. <sup>14</sup> Enfin, le rapport expose les dernières réflexions en lien avec la sécurité alimentaire et la résilience dans la région.

## 2 L'IMPACT DE LA CRISE ET SES CAUSES

La crise alimentaire et nutritionnelle de 2012 a été sans commune mesure comparé aux autres crises récentes au Sahel de par le nombre de personnes et de pays touchés. Peu de ressources alimentaires étaient disponibles sur les marchés locaux et la possibilité de migration à la recherche de nouveaux pâturages ou d'autres sources de revenus était limitée.

### **Les déclencheurs : une production alimentaire réduite et une flambée du prix des denrées alimentaires**

Les premiers signes annonciateurs d'une crise possible dans la région sont apparus en novembre 2011, lorsqu'il fut confirmé que la récolte 2011-2012 donnerait des rendements inférieurs à la moyenne. Au final, la production a reculé de 26 % par rapport à la récolte exceptionnelle de l'année précédente, et de 3 % par rapport à la moyenne sur cinq ans, avec toutefois des variations d'un pays à l'autre.<sup>15</sup>

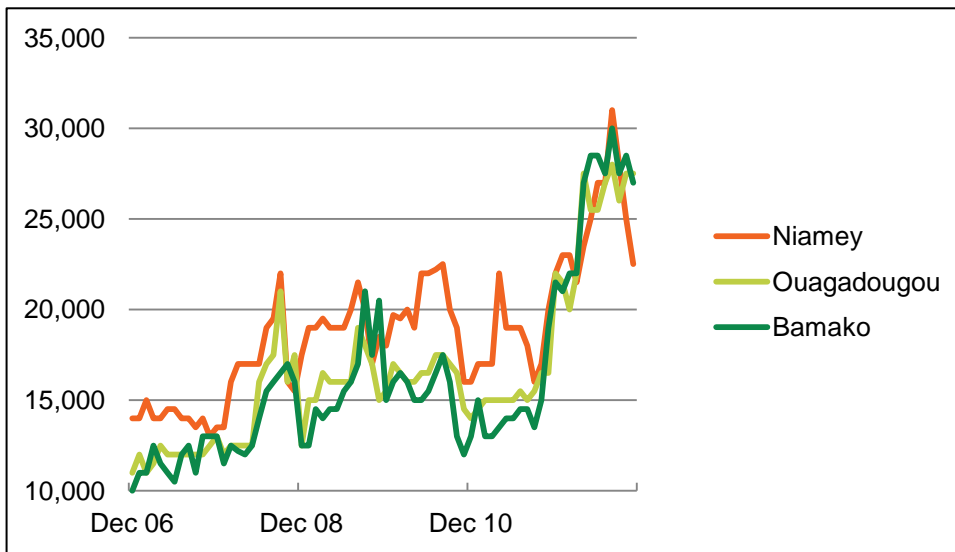
Du fait de la production réduite, de nombreux stocks alimentaires étaient déjà épuisés début 2012. Pour certaines communautés de la région tchadienne de Guéra, par exemple, cette récolte n'a fourni que deux mois de nourriture. Ces communautés se sont retrouvées sans stock alimentaire pendant 10 mois, jusqu'aux prochaines grandes récoltes vers fin 2012.<sup>16</sup>

Les difficultés initialement déclenchées par les mauvaises récoltes ont été exacerbées par la flambée du prix des denrées alimentaires. L'impact des déficits de production dans la région, ainsi que l'augmentation des prix du carburant et les effets de l'insécurité sur le fonctionnement des marchés, a été encore alourdi par le manque de transparence concernant la disponibilité des stocks, ainsi que par la spéculation.<sup>17</sup> Dans la région, une grande partie des foyers les plus pauvres dépendent fortement des marchés locaux pour se nourrir. Même une année normale, les familles peuvent dépenser plus de 60 % des revenus du foyer pour acheter de la nourriture pour survivre.<sup>18</sup>

*« Nous n'avons récolté que 4 sacs de millet cette année, contre une vingtaine les années normales. Mais cela fait longtemps que nous n'avons pas eu d'année normale. Nous allons de catastrophe en catastrophe, avec ou trop d'eau, ou pas assez. »*

Ramata Zore, Taffogo, région du Centre-Nord, Burkina Faso, avril 2012

**Figure 1 : Volatilité du prix des 100 kg de millet (de décembre 2006 à novembre 2012)**



Sources : Afrique Verte, ACF

Dès mi-2011, le prix des denrées alimentaires dans la région était déjà bien au-delà de la moyenne sur cinq ans et a continué d'augmenter en 2012. Comme on peut le voir dans la Figure 1, le prix d'un sac de 100 kg de millet dans la capitale du Niger, Niamey, est passé de 16 000 francs CFA en septembre 2011 à 28 000 francs CFA en septembre 2012. À Bamako, au Mali, le prix des denrées alimentaires a plus que doublé, la situation régionale étant aggravée par l'instabilité politique nationale et l'insécurité dans le nord du pays. Suite à ces augmentations stupéfiantes, bon nombre des foyers les plus pauvres ne pouvaient plus acheter de quoi se nourrir en quantité suffisante.

## La cause sous-jacente : une vulnérabilité croissante

Elle est omniprésente. La pauvreté chronique dans la région expose les familles et les communautés les plus pauvres aux chocs tels que les mauvaises récoltes ou l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Selon l'indice de développement humain, trois pays du Sahel (le Niger, le Tchad et le Mali) font partie des 10 pays les plus pauvres au monde. Mais les inégalités croissantes entre les foyers les plus riches et les plus pauvres au sein des pays sont également un frein important au développement humain.<sup>19</sup> Malgré une amélioration des perspectives économiques dans certains pays, les fruits de la croissance ne sont pas redistribués de manière homogène entre les différents groupes sociaux. Par exemple, la découverte de gisements de pétrole sur le territoire tchadien n'a pas encore bénéficié à la majorité de la population. Et tandis que 80 % de l'électricité est consommée dans la capitale (Njamena), en moyenne dans tout le pays, seuls 3 à 4 % de la population ont accès à l'électricité.<sup>20</sup> Dans un tel contexte de marginalisation et d'inégalités, les familles les plus pauvres et les plus vulnérables ont souvent du mal à faire valoir suffisamment leurs droits et à provoquer un réel changement.

*« Nous avons réduit le nombre de repas que nous prenons par jour, et les femmes creusent dans des fourmilières pour récupérer des grains de céréales, une pratique à laquelle notre communauté n'avait plus recours depuis très longtemps. »*

Une femme du village d'Azoza, Tchad, novembre 2011



La capacité des familles les plus pauvres à faire face à des chocs est encore réduite par la fréquence et l'intensité des crises dans la région. À chaque crise, ces personnes perdent encore plus de biens et sont contraintes de recourir à des mécanismes d'adaptation extrêmes, comme s'endetter avec des taux d'intérêt très élevés ou réduire la consommation alimentaire à un seul repas par jour. De nombreuses communautés n'ont pas le temps de se relever d'une crise qu'elles sont déjà frappées par la suivante. Une enquête menée par le projet Emergency Capacity Building (ECB) au Niger en 2012 a révélé qu'un tiers de la population touchée par la crise alimentaire actuelle n'avait pas fini de rembourser des dettes contractées lors de la crise de 2010.<sup>21</sup> Même lorsque des chocs relativement modérés surviennent tels que la chute de la production agricole en 2011, et frappent des familles se trouvant déjà dans une situation vulnérable, beaucoup d'entre elles n'ont pas de sources alternatives de soutien. Le changement climatique et la croissance démographique ne font que rendre la situation encore plus précaire. En Afrique de l'Est, le lien entre changement climatique et la dernière crise alimentaire a déjà été confirmé par un groupe de scientifiques, les modèles climatiques indiquant que ce changement était à l'origine d'entre 24 et 99 % du risque de déficit des longues pluies.<sup>22</sup> Au Sahel, l'association de l'augmentation des températures et d'une plus grande variabilité des précipitations dus au changement climatique est susceptible de raccourcir encore les saisons de culture et de réduire les rendements agricoles. Selon le Centre régional Agrhymet<sup>23</sup>, une augmentation de la température de 3 °C pourrait entraîner une réduction de 15 à 25 % des rendements de millet et de sorgho et un recul de 5 % des rendements de maïs au Burkina Faso et au Niger d'ici 2080, par rapport aux moyennes sur la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>24</sup>. Chaque année, la population dans la région du Sahel augmente de 3 %, creusant un peu plus l'écart entre l'offre et la demande à chaque récolte.<sup>25</sup>

## **Des facteurs aggravants : l'instabilité politique et la crise économique mondiale**

L'instabilité politique n'a fait qu'empirer la situation de la sécurité alimentaire au Sahel. Les crises en Libye et en Côte d'Ivoire ont considérablement réduit les opportunités des travailleurs émigrés, supprimant une source de revenus supplémentaires essentielle pour 3 millions de personnes, dont une grande partie dépendait largement du soutien de membres de la famille travaillant dans des pays voisins.<sup>26</sup> Le conflit au Mali a contraint près de 375 000 personnes à fuir pour chercher refuge ailleurs dans le pays ou au Burkina Faso, en Mauritanie ou au Niger.<sup>27</sup> Loin de chez elles, un grand nombre de ces personnes ont dû s'en remettre à la générosité de communautés déjà confrontées à des difficultés pour se nourrir en raison de la crise alimentaire.

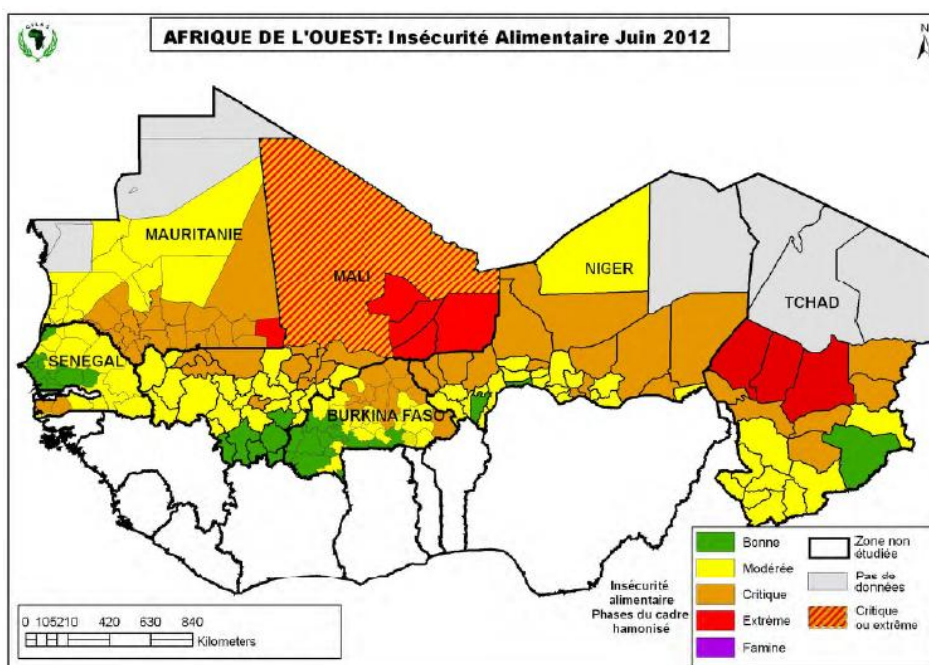
## L'impact : des besoins en matière de sécurité alimentaire et une sous-alimentation critiques

La crise alimentaire de 2012 au Sahel a considérablement détérioré la sécurité alimentaire et a entraîné une augmentation de la mortalité chez les enfants sous-alimentés dans toute la région. Selon le Cadre harmonisé (CH) destiné à analyser et à classer la sécurité alimentaire dans la région, au plus fort de la crise mi-2012, certaines zones (dont des parties de la Mauritanie, du nord du Mali et de la bande du Sahel au Tchad) ont été confrontées à une insécurité alimentaire « extrême », le niveau juste avant la « famine », tandis que de vastes étendues de la région se trouvaient dans une situation « critique » (voir la Figure 2).

*« La crise alimentaire de 2012 nous a tous touchés. Lors de la crise de 1992, les communautés ont ouvert aux réfugiés leurs greniers à grains. Mais cette fois, les communautés hôtes n'ont même pas les moyens de les aider. »*

Maire de Deou, région du Sahel, Burkina Faso, juin 2012<sup>28</sup>

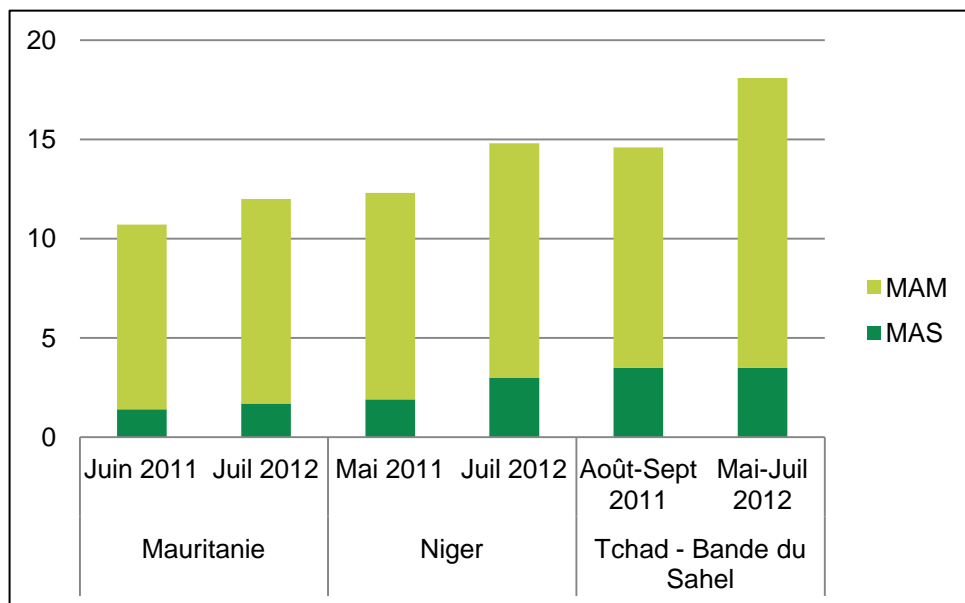
**Figure 2 : Situation de la sécurité alimentaire en juin 2012 selon le Cadre harmonisé – système de classement de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest**



Source : Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET)<sup>29</sup>

Les niveaux de sous-nutrition aiguë dans la région sont généralement élevés tout au long de l'année. Lors d'une année moyenne, 10 à 15 % des enfants souffrent de Malnutrition Aiguë Globale (MAG), qu'elle soit sévère ou modérée.<sup>30</sup> La crise alimentaire de 2012 a considérablement aggravé la situation, dépassant les seuils d'urgence dans de nombreuses zones, comme illustré dans la Figure 3<sup>31</sup>. Le nombre de personnes nécessitant un traitement contre la Malnutrition Aiguë Sévère, constamment en hausse dans la région, était 20 % plus élevé en 2012 par rapport à 2011, atteignant les mêmes niveaux que lors de la crise de 2010<sup>32</sup>.

**Figure 3 : Taux de Malnutrition Aigüe Globale (sévère et modérée) en pourcentage d'enfants échantillonnés dans différentes zones du Sahel en 2011 et 2012**



Source : Présentation de l'UNICEF au Groupe de travail régional « Sécurité alimentaire et nutrition », octobre 2012

## Les plus durement touchés : les enfants et les femmes les plus pauvres

Les femmes et les enfants sont les plus durement touchés lors d'une crise alimentaire. La marginalisation systématique des femmes sur le plan économique, social et politique, ainsi que les normes et les pratiques discriminatoires, leur barrent l'accès aux terres, aux crédits, aux intrants agricoles et aux autres sources de revenus.<sup>33</sup> Au sein du foyer, les femmes ont déjà tendance à manger en dernier et en moindres quantités, mais leur accès limité à une alimentation de qualité est encore exacerbé lors d'une crise alimentaire. En outre, une étude menée par l'État tchadien dans la région de Barh el Gazel en 2011 a révélé que les foyers avec une femme à leur tête étaient deux fois plus exposés à l'insécurité alimentaire que ceux ayant un homme comme chef de famille<sup>34</sup>.

*« De nombreux hommes quittent le village pour Salamat, où ils peuvent trouver du travail. Mais une femme pauvre comme moi n'a pas de telles opportunités. Mes enfants et moi, nous sommes à la merci de la crise. Nous devons essayer de survivre quoi qu'il advienne de nous. »*

Khadija Khazali, veuve, mère de sept enfants, Tchad, novembre 2011

# 3 ÉVALUATION DE LA RÉPONSE DE 2012

Lorsqu'ont été formulés les premiers avertissements quant à l'impact humain potentiel de la crise de 2012, des ressources considérables ont été mobilisées au niveau national, régional et international dans le cadre d'une réponse de grande ampleur. Les États de la région ont reconnu la crise plus tôt que jamais auparavant, et ont développé des plans d'intervention ambitieux. Les Nations unies ont lancé des appels début 2012 et ont révisé les exigences en juin pour demander un financement de 1,6 milliard de dollars. Au cours de l'année, 70 % de ces appels ont été financés et près de 500 millions de dollars ont été débloqués pour des interventions en dehors du cadre des appels<sup>35</sup>. Grâce aux efforts du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, 5 à 6 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire et nutritionnelle. Des efforts collectifs ont permis de traiter plus de 920 000 enfants souffrant de Malnutrition Aigüe Sévère, un record dans le Sahel.<sup>36</sup> Fin 2012, Oxfam avait déjà apporté une aide à plus d'un million de personnes dans la région.<sup>37</sup>

Ce rapport s'appuie directement sur les analyses réalisées par des ONG concernant les réponses apportées aux crises de 2005 et 2010 au Sahel et de 2011 en Afrique de l'Est, ainsi que sur les recommandations des rapports connexes.<sup>38</sup> Il s'intéresse à l'évaluation de quatre domaines de la réponse : leadership et coordination ; analyse de la sécurité alimentaire et alerte précoce ; mobilisation des financements et réponse des donateurs ; et, surtout, provision d'une aide appropriée aux personnes dans le besoin.

Il ne s'agit nullement des seuls critères pour juger de l'efficacité d'une réponse et cette évaluation ne saurait prétendre couvrir tous les aspects possibles de la crise de 2012. Néanmoins, ces critères sont les composantes essentielles pour déterminer si une réponse est opportune et efficace, et se sont révélés absents ou insuffisants dans les réponses aux précédentes crises. Par exemple, il est clairement démontré qu'il serait possible de sauver davantage de vies et de protéger les moyens de subsistance si :

- les États sont disposés à et capables de répondre avec l'aide de la communauté internationale ;
- des outils d'analyse de la sécurité alimentaire et des systèmes d'alerte précoce performants sont en place ;
- les donateurs prennent des mesures décisives d'après les alertes précoces, afin de débloquer un financement rapide et flexible pour des réponses intégrées ;
- les programmes sont lancés et déployés à plus grande échelle dès les premiers signes d'une crise.

L'analyse vise à répondre à cette question clé : dans quelle mesure les enseignements tirés des réponses passées ont-elles éclairé et amélioré la qualité de la réponse humanitaire à la crise de 2012 au Sahel ?

## 3.1 LEADERSHIP ET COORDINATION

Le leadership médiocre et la coordination insuffisante comptaient parmi les principales entraves à une réponse efficace lors des crises passées.<sup>39</sup> Grâce à la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest, un cadre régional fort était en place pour soutenir le leadership et la coordination lors de la réponse à la crise de 2012. Cette Charte a été formellement adoptée au tout début de la crise, en février 2012, par les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi que par le Tchad et la Mauritanie. Elle fixe les responsabilités des acteurs nationaux comme internationaux,<sup>40</sup> et stipule qu'il incombe aux États de mener les réponses, de développer des systèmes pour l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que des systèmes d'alerte précoce, mais aussi de fournir une structure de coordination transversale et d'assurer la planification des interventions. Conformément aux meilleures pratiques, la communauté d'aide internationale doit apporter son soutien lorsque les capacités nationales ne suffisent plus, veiller à ce que son travail respecte les stratégies nationales et, dans la mesure du possible, offrir une aide à long terme par le biais des budgets nationaux.

### Leadership des États

De manière générale, les États de la région du Sahel ont fait preuve d'une volonté sans précédent pour lutter contre l'insécurité alimentaire en 2012. Cela s'explique en partie par le changement du contexte politique national, avec l'arrivée de nouveaux dirigeants dans certains pays, favorables à une plus grande implication dans la résolution des problèmes de sécurité alimentaire. Dans plusieurs pays, la reconnaissance officielle de la crise est survenue bien plus tôt que lors des crises précédentes. Le Niger a fait appel à l'aide internationale en septembre 2011,<sup>41</sup> soit pas moins de six mois plus tôt que lors de la crise de 2010.<sup>42</sup> En revanche, des facteurs aussi variés que la tenue d'élections ou des menaces de sécurité ont perturbé la prise de décision dans plusieurs pays. Le Sénégal n'a fait appel à l'aide internationale qu'en avril 2012, au terme des élections présidentielles et de la prise de fonction du nouveau dirigeant,<sup>43</sup> alors que la crise politique et sécuritaire au Mali a empêché l'État d'assurer une réponse plus proactive.

Les appels précoces ont permis aux États de développer des plans d'intervention, dont beaucoup étaient de plus grande envergure qu'auparavant et cherchaient à apporter une aide plus conséquente que par le passé. La Mauritanie a lancé le « Programme EMEL (espoir) » fin 2011.<sup>44</sup> Au Niger, un plan d'intervention a été mis en place suite à la crise de 2005 et a servi de base pour la réponse apportée en 2011-

2012.<sup>45</sup> Alors que l'existence même de tels plans traduit une avancée, les capacités techniques et financières limitées des institutions nationales ont souvent nui au leadership de la réponse et restreint les opportunités de coordination.<sup>46</sup> Les programmes nationaux ont souvent manqué d'une orientation claire pour diriger la réponse. Au Burkina Faso, par exemple, des groupes de la société civile ont reproché au programme national de l'État de ne pas inclure de détails sur l'importance relative de chaque type de soutien (sécurité alimentaire, nutrition et aide non alimentaire).<sup>47</sup> Du fait des lacunes, les programmes n'ont pas permis d'influer sur les priorités adoptées par certaines organisations internationales. Au Tchad, des groupes de la société civile ont relevé qu'une coordination inadéquate empêchait les décideurs au niveau ministériel de prendre en compte les recommandations techniques.<sup>48</sup>

## Leadership régional et de l'Union africaine

Sur le plan technique, la sécurité alimentaire a été identifiée comme prioritaire au niveau régional par la CEDEAO et, par le Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Contrairement aux précédentes interventions, et à l'exception du Burkina Faso et du Mali, la CEDEAO est parvenue à encourager ses États membres à respecter les engagements commerciaux régionaux à ne pas restreindre les flux commerciaux.<sup>50</sup> Toutefois, l'implication face à la crise au plus haut niveau politique aurait pu être plus forte au sein de la CEDEAO, alors qu'elle est restée un point marginal à l'ordre du jour de l'Union africaine.<sup>51</sup>

Les dégâts causés par un manque de leadership efficace et la confusion sur les rôles et les responsabilités des différents acteurs humanitaires aux niveaux régional et international ont été particulièrement criants lors des négociations interminables concernant une conférence entre donateurs. Cette conférence était initialement proposée en mars 2012 par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, soutenu par le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies et ECHO. De nombreuses agences pensaient que la conférence pourrait créer une dynamique au sein de la communauté de donateurs et donner lieu à des engagements financiers fermes. Pourtant, mois après mois, les parties prenantes ont avancé de nouveaux prétextes pour repousser la conférence, qui n'a finalement jamais eu lieu.

## Soutien international aux États

Au sein des organisations internationales, certaines mesures positives ont été prises pour améliorer la qualité de la coordination internationale et le leadership. La nomination du premier coordinateur humanitaire régional du Bureau OCHA en avril 2012 a insufflé un nouveau dynamisme et a enfin fixé un cadre pour la coordination entre les équipes de leadership humanitaire dans les pays touchés. Dans l'ensemble toutefois, les structures de coordination internationale ont été mises en place trop lentement et auraient pu chercher davantage à s'appuyer sur les capacités nationales existantes.

*« Nous soulignons l'inadéquation, ou même l'insignifiance du soutien fourni en vue de la gravité de la crise et de l'étendue de vulnérabilité des populations rurales et péri-urbaines. De la même manière, les interventions ont démarré avec un retard inacceptable, particulièrement en ce qui concerne la distribution ciblée de nourriture, qui n'a toujours pas commencé. »*

Déclaration du « Consortium pour le droit à l'alimentation » de la société civile concernant la performance de leurs gouvernements, 24 août 2012<sup>49</sup>.)

Malgré une solide planification de la préparation et une bonne capacité à intervenir rapidement, les processus internes du Bureau OCHA ont freiné les efforts pour établir rapidement une présence dans les nouveaux pays d'intervention (l'établissement de nouvelles équipes et de structures de coordination au Burkina Faso, au Mali et en Mauritanie a pris des mois au lieu de quelques semaines). À cause de ces retards, les appels à financement pour ces pays n'ont pu être lancés qu'en juin 2012, juste avant que la crise atteigne son paroxysme, ce qui a réduit les opportunités pour mobiliser les ressources et surtout pour apporter une réponse efficace.<sup>52</sup> Enfin, dans certains pays, les structures de coordination auraient pu être développées en tenant davantage compte des capacités nationales existantes. Par exemple, au Burkina Faso, le Bureau OCHA a décidé de créer des systèmes de clusters parallèles, alors même que des structures d'État étaient déjà en place. Le temps et les ressources auraient mieux été mis à profit en renforçant un système existant et plus durable.<sup>53</sup>

S'il est évident que les procédures des Nations unies peuvent être rationalisées et simplifiées pour améliorer la rapidité et l'efficacité de la réponse aux crises à venir, l'enseignement que l'on peut en tirer est essentiel : l'établissement de structures internationales à partir de zéro prendra nécessairement du temps. Un modèle de leadership et de réponse alternatif géré au niveau national doit être mis en place et soutenu partout où cela est possible.

**Figure 4 : Chronologie d'une intervention**

	<b>Alerte rapide et analyse</b>	<b>Appel du gouvernement</b>	<b>Mobilisation internationale</b>
<i>août 2011</i>			
<i>sep 2011</i>	Selon le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), les projections initiales indiquent des niveaux de récolte plus faibles que la moyenne de 2011-2012	Niger	
<i>oct 2011</i>			
<i>nov 2011</i>	Le RPCA confirme la faible production et déclare qu'il existe un risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle si aucune mesure n'est prise.	Mauritanie	L'UE est le premier donateur à publier un communiqué de presse avertissant de la crise alimentaire imminente dans le Sahel et y engage davantage d'argent
<i>déc 2011</i>		Tchad, Mali	Plan de préparation de l'ONU finalisé

<i>janv</i> 2012	L'analyse communiquée par le FEWSNET suggère que les mécanismes d'adaptation de la communauté suffiront à surmonter la crise.		
<i>fév</i> 2012			Stratégie d'intervention régionale de l'ONU finalisée
<i>mars</i> 2012		Burkina Faso	
<i>avril</i> 2012	Lors de la réunion du RPCA, les cartes convenues entre tous concernant l'insécurité alimentaire pour juin ne sont pas encore approuvées officiellement.	Sénégal/ Gambie	Coordinateur humanitaire régional choisi
<i>mai</i> 2012			
<i>juin</i> 2012	Le FEWSNET souligne qu'il existe un risque élevé d'intensification des niveaux d'insécurité alimentaire au début de la saison agricole		Clusters établis. Appels finaux de l'ONU annoncés

La plupart des donateurs, agences des Nations unies et ONG internationales ont été confrontés à des problématiques similaires dans leur approche du financement et du déploiement des programmes. Lors d'entretiens, des représentants de l'État ont exprimé leur frustration concernant le fait que les agences des Nations unies et les ONG internationales ne les ont ni consultés ni informés au sujet de décisions essentielles.<sup>54</sup> Les politiques des donateurs ont suscité des frustrations similaires, mettant en cause le manque de transparence concernant les critères utilisés par les donateurs pour déterminer s'ils fourniront une assistance à travers l'état ou non. Même dans les pays faisant preuve d'une volonté politique et de capacités institutionnelles suffisantes pour apporter une réponse efficace, le montant du financement international fourni directement à l'État a été limité. Au Niger, par exemple, où le gouvernement est largement reconnu pour son implication forte dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, moins d'un quart du financement de la réponse est passé par l'État.<sup>55</sup> Les ONG internationales ont parfois aussi eu du mal à respecter le principe de collaboration avec des partenaires locaux. L'équipe d'Oxfam en Mauritanie a vraiment cherché à impliquer ses deux principaux partenaires locaux (l'Association pour la Coopération, la Recherche et le Développement (ACORD) et l'Association Mauritanienne pour l'Auto-Développement (AMAD)) dans tous les processus décisionnels stratégiques majeurs, et a lancé un programme d'encadrement spécifique. Toutefois, les programmes d'Oxfam, et le secteur humanitaire dans son ensemble, n'ont pas toujours su mettre en pratique l'engagement en matière de renforcement des capacités des partenaires locaux.



L'investissement dans les institutions nationales et le soutien du développement des organisations de la société civile du pays pour atténuer les impacts d'une crise et répondre aux besoins humanitaire doivent être une priorité essentielle pour tous les acteurs humanitaires dans la région. Le changement radical dans les modèles d'intervention d'urgence dans certaines parties d'Asie (qui se détournent des réponses dirigées de manière internationale au profit de réponses visant à renforcer et à optimiser la préparation, la coordination et la réponse au niveau national) prouve bien qu'un changement est possible. Si cela peut être délicat dans des contextes où les institutions sont encore affaiblies, les ressources financières de l'État très restreintes ou les besoins humanitaires éventuellement contestés d'un point de vue politique, cette approche doit toutefois rester un objectif majeur à long terme.

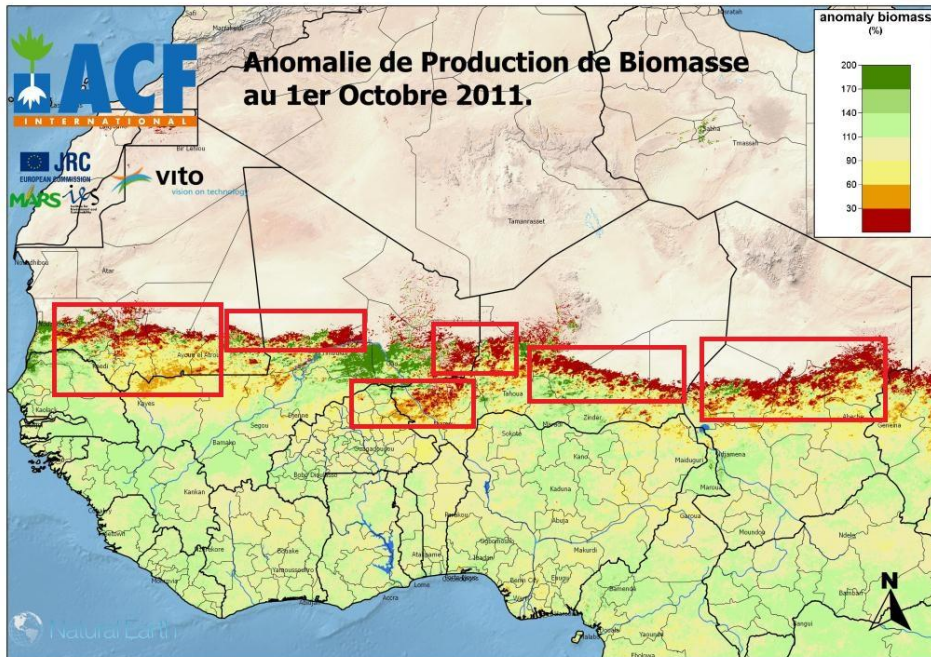
## 3.2 ANALYSE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ALERTE PRÉCOCE

Il est essentiel d'agir de manière résolue et collective en fonction des informations recueillies par le biais de systèmes d'alerte précoce pour apporter une réponse efficace et de qualité. Néanmoins, dans la pratique, une alerte précoce ne déclenche pas systématiquement une intervention précoce. Les décideurs ont souvent du mal à trancher lorsqu'ils sont confrontés à de nombreuses sources d'alerte précoce, parfois contradictoires, ce qui retarde les décisions capitales en attendant plus de certitude.

### **Renforcement des systèmes d'alerte précoce**

Dans le Sahel, plusieurs systèmes d'alerte précoce ont été développés aux niveaux communautaire, national et régional. Par exemple, Action Contre la Faim (ACF) a apporté un soutien technique à ses partenaires dans la région afin de développer un système d'alerte précoce innovant s'appuyant sur l'analyse d'informations géographiques. Ce système surveille l'abondance ou la rareté relative de la biomasse dans une zone en tant qu'indicateur de disponibilité des pâturages, et génère des cartes pour identifier les zones les plus vulnérables à la fin de la saison des pluies. Il est désormais largement utilisé par les acteurs humanitaires et dans les systèmes nationaux d'alerte précoce du Mali et du Niger. En octobre 2011, juste avant la confirmation des mauvaises récoltes, une carte a été développée grâce à ce système (voir la Figure 5), indiquant clairement l'étendue de la crise en cours.

**Figure 5 : Système d'alerte précoce d'ACF basé sur les informations géographiques**



Source : ACF

Au niveau des communautés, les systèmes d'alerte précoce peuvent influencer directement sur les réponses apportées par des programmes locaux. PASISAT, un système d'alerte précoce mis en place par Oxfam dans la région tchadienne de Guéra, a déclenché ses premières alertes sur l'imminence de la crise en septembre 2011. Son analyse a ensuite été utilisée par d'autres ONG et par les autorités locales pour étayer leurs programmes. Les différents États de la région ont développé des systèmes s'appuyant fortement sur les contributions des agences des Nations unies, des ONG et des communautés. Étant donné l'ampleur régionale de l'insécurité alimentaire, une initiative menée par le CILSS a renforcé les liens entre les systèmes nationaux d'alerte précoce et le cadre régional pour la sécurité alimentaire et l'alerte précoce. Au cours de la crise, d'autres efforts ont été faits pour harmoniser et consolider l'analyse de la sécurité alimentaire d'après la méthodologie commune du « Cadre harmonisé ».

Grâce aux solides systèmes en place, des alertes ont été rapidement déclenchées en amont de la crise de 2012 dans le Sahel, permettant d'analyser plusieurs indicateurs sur les chocs potentiels d'après la vulnérabilité de chaque population. Cela a permis de prédire efficacement différents scénarios de sécurité alimentaire et d'identifier les interventions appropriées. Les premières alertes émises par les agences des Nations unies sont survenues dès novembre 2011. Début 2012, une stratégie d'intervention régionale était déjà finalisée. Le 15 février 2012, les responsables des agences des Nations unies et les donateurs ont lancé un appel collectif pour le Sahel, soulignant que l'action humanitaire ne pouvait plus attendre.<sup>56</sup> Ces appels appuyés ont été rendus possibles par une bonne coopération entre les principaux acteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région.

## Des informations contradictoires sur la gravité de la crise

Toutefois, malgré ces alertes précoces concernant l'imminence de la crise et malgré la bonne collaboration entre les acteurs de la sécurité alimentaire dans la région, l'interprétation des données de ces alertes précoces et leur utilisation pour déclencher une action rapide ont été très compliquées. À partir des premières alertes, des analyses divergentes sont apparues quant aux vulnérabilités, de même que des difficultés à atteindre un consensus entre les différentes organisations impliquées. Le très respecté réseau FEWS NET (Famine Early Warning Systems Network), financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), avait suggéré que les communautés pourraient s'appuyer sur les marchés et les mécanismes d'adaptation standard pour surmonter les insuffisances de la production, mais cela n'a finalement pas été le cas.<sup>57</sup> FEWS NET a publié ses propres évaluations de la sécurité alimentaire, présentant une image plus positive du contexte régional, tout en participant à des efforts conjoints pour cartographier les besoins en matière de sécurité alimentaire, sous l'égide du CILSS. Pour certains donateurs, notamment ceux qui n'ont pas de présence forte dans la région, ces différentes évaluations ont créé une confusion sur la gravité probable de la crise.

En revanche, un certain consensus s'est rapidement dégagé sur la situation nutritionnelle. Dès février 2012, un groupe de travail régional composé des principales agences des Nations unies, de grands donateurs et d'ONG internationales, estimait que plus d'1 million d'enfants de moins de cinq ans étaient à risque de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS). Le groupe de travail a élaboré un programme pour renforcer les capacités et répondre rapidement à ces besoins. Lors d'un rassemblement en avril 2012, le CILSS a également présenté un diagnostic similaire.

## 3.3 MOBILISATION DES FINANCEMENTS ET DE LA RÉPONSE DES DONATEURS

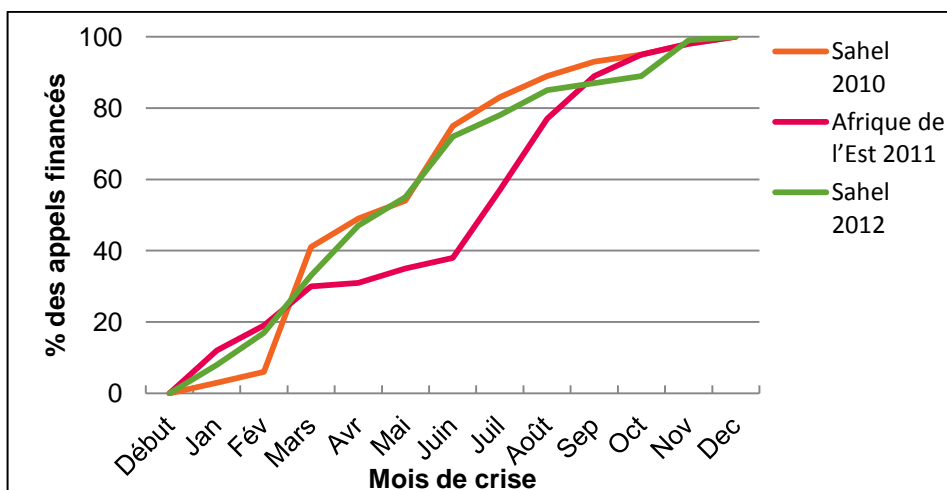
L'ampleur du financement, son timing et les mécanismes de mise en œuvre ont d'énormes répercussions sur la qualité de la réponse. Les mécanismes de financement doivent être suffisamment flexibles pour permettre aux programmes de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité et pour promouvoir des liens entre les interventions d'urgence et les programmes de développement à long terme. Le financement humanitaire doit couvrir toute la durée d'une crise sur l'ensemble des secteurs clés. Les réponses aux précédentes crises alimentaires dans le Sahel et en Afrique de l'Est étaient bien loin des meilleures pratiques dans ce domaine.

## Engagements pour un financement précoce

Suite à la réponse tardive à la crise alimentaire de 2011 en Afrique de l'Est, la question était de savoir si la réponse à la crise de 2012 dans le Sahel serait plus précoce. Comme indiqué plus haut, certains donateurs ont rapidement commencé à réagir aux alertes de crise. La première contribution est arrivée en novembre 2011, ECHO débloquant 13 millions de dollars supplémentaires par rapport aux engagements financiers existants pour la région.<sup>58</sup> Mi-février 2012, les donateurs avaient engagé quelque 250 millions de dollars.<sup>59</sup> À titre de comparaison, moins du quart de cette somme avait été recueilli au même stade de la réponse à la crise de 2010 dans le Sahel.<sup>60</sup>

Malgré tout, une comparaison plus détaillée de la mobilisation financière lors des trois dernières grandes crises alimentaires (Sahel en 2012, Afrique de l'Est en 2011 et Sahel en 2010) révèle que l'amélioration de la réponse des donateurs n'a pas été aussi spectaculaire qu'il semblait de premier abord, comme l'illustre la Figure 6.

**Figure 6 : Comparaison du pourcentage cumulé de financement engagé mois par mois suite aux appels des Nations unies** <sup>61</sup>



Source : Service de suivi financier des Nations unies

La Figure 6 montre qu'après les premiers mois de la réponse, les engagements pour le Sahel en 2012 ont été réalisés plus tôt que pour la crise de 2011 en Afrique de l'Est, qui a vu une énorme mobilisation de fonds uniquement une fois la famine déclarée. Elle montre néanmoins également qu'à part ces premiers mois, la crise de 2012 n'a pas fait, globalement, l'objet d'une réponse tellement plus précoce que la crise alimentaire de 2010 dans le Sahel.<sup>62</sup> Début juillet, au plus fort de la crise, près de la moitié des ressources totales demandées (800 millions de dollars) n'avaient toujours pas été engagées suite aux appels des Nations unies.<sup>63</sup>

## Limites des mécanismes de financement actuels

Malgré le tollé provoqué par la lenteur du financement de la crise de 2011 en Afrique de l'Est, en 2012, la plupart des donateurs sont restés réticents à prendre des décisions de financement d'après la probabilité du risque.<sup>64</sup> Lors d'entretiens, des donateurs ont indiqué que l'incertitude concernant la gravité de la crise constituait un frein important à la prise de décision. Plutôt que d'opter pour une approche « sans regret » (des interventions peu coûteuses qui auraient pu avoir un impact bénéfique quel que soit le scénario final), ils ont préféré attendre d'être sûrs. D'autres ont incriminé les retards de publication des appels de financement finalisés, qui ont multiplié par deux les fonds totaux demandés quelques semaines seulement avant que la crise atteigne son paroxysme.<sup>65</sup>

Comme cela est souvent le cas dans les réponses aux crises à survenue lente, il a été difficile d'assurer un financement adéquat pour tous les secteurs dans la réponse de 2012. Cela a réduit la capacité à répondre de manière exhaustive aux besoins des populations. Bien que les appels des Nations unies ne reflètent pas la totalité de l'aide, ni les domaines auxquels les États consacrent leurs ressources, leurs performances sont un bon indicateur des lacunes. Les programmes de sécurité alimentaire et de nutrition ont bénéficié d'un soutien relativement généreux dans les appels, recevant respectivement 77 % et 71 % des fonds demandés. En revanche, des secteurs essentiels et pourtant souvent négligés ont reçu un financement bien plus restreint, comme l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) (51 %), le relèvement précoce (34 %) et l'éducation (16 %).<sup>66</sup> À cause du sous-financement de la composante agricole du secteur de la sécurité alimentaire, en juin 2012, 5,6 millions de personnes n'avaient toujours pas reçu les semences, les outils et les engrais requis pour la saison des semis. Les personnes touchées par la crise n'ont donc pas été en mesure de se préparer correctement pour la prochaine récolte, ce qui a encore réduit leurs chances de relèvement.<sup>67</sup>

De nombreux donateurs reconnaissent maintenant les limites des pratiques actuelles et prennent des mesures pour mieux adapter les mécanismes de financement au contexte opérationnel. Certains donateurs tels que la Suède et l'Espagne ont déjà mis en place des mécanismes de financement à long terme plus flexibles qui ont permis d'intervenir de manière plus précoce auprès des personnes qui en avaient besoin dans l'ensemble du Sahel en 2012.<sup>68</sup> Pendant la crise, certains donateurs ont essayé d'assouplir leur financement afin de permettre aux partenaires de mieux répondre aux besoins changeants. Si certains donateurs ont ponctuellement tenté des approches plus ambitieuses, cherchant par exemple à allier financement humanitaire et de développement, ou à concevoir des programmes souples, celles-ci n'ont pas été pleinement intégrées dans la réponse.<sup>69</sup>

## 3.4 ATTEINDRE CEUX QUI EN ONT BESOIN ET APPORTER UNE AIDE APPROPRIÉE

Un leadership et une coordination efficaces, une prise de décision opportune s'appuyant sur l'analyse des alertes précoces et de la sécurité alimentaire, ainsi qu'un financement approprié par les donateurs devraient constituer une base solide pour apporter en temps utile une aide aux personnes qui en ont besoin. Cette aide pourra sauver des vies et protéger les moyens de subsistance et, autant que possible, changer durablement la vie des bénéficiaires. C'est à l'aune de cet impact durable des programmes que devrait être mesurée l'efficacité d'une intervention humanitaire. Toutefois, il faut investir davantage dans des systèmes capables de mesurer de manière pertinente l'impact et l'efficacité de l'intervention.<sup>70</sup> L'amélioration de la qualité de la gestion des informations et de l'évaluation d'impact doit être une priorité.

En l'absence de preuves solides de l'impact de la réponse dans la région, cette analyse tient compte d'un ensemble de facteurs largement reconnus comme caractéristiques d'une « bonne réponse ». Parmi les facteurs intervenant généralement dans l'évaluation de la performance d'une réponse, on peut citer :

- atteindre les plus vulnérables dans toutes les zones géographiques ;
- apporter une aide de l'envergure nécessaire, de manière opportune et durable ;
- s'assurer que les programmes sont conçus et déployés de manière à répondre aux besoins.

Les évaluations des précédentes réponses révèlent plusieurs défaillances importantes pour chacun de ces facteurs. La majorité des interventions n'ont pas commencé avant le plus fort de la crise. Il y a eu des difficultés pour le ciblage, une dépendance excessive vis-à-vis de l'aide alimentaire et une mauvaise coordination entre les efforts d'urgence et les programmes de développement.<sup>71</sup>

### **Couverture : la réponse a-t-elle atteint suffisamment de personnes touchées par la crise ?**

Grâce aux efforts concertés du Bureau OCHA pour améliorer la qualité du suivi en 2012, des données plus complètes sont disponibles. Ces données indiquent que la réponse a été plus étendue que lors des précédentes crises, tout en restant insuffisante pour répondre aux besoins de toutes les personnes touchées. En matière de nutrition, des efforts délibérés pour renforcer la prise en charge intégrée la Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) ont permis de presque doubler le nombre d'enfants traités par rapport à 2010<sup>72</sup>. En ce qui concerne l'aide alimentaire, 75 % des personnes ciblées ont reçu l'aide alimentaire dont ils avaient besoin,

ce qui est tout à fait respectable. Toutefois, cela montre que de meilleurs progrès peuvent être faits. Dans le secteur WASH en revanche, la couverture était clairement inadéquate puisque seulement 35 % des personnes ayant besoin d'aide en ont reçu.<sup>73</sup> De nombreuses agences reconnaissent que la portée géographique de la réponse aurait pu être améliorée. Par exemple, ces dernières années, des agences intervenant au Tchad ont délibérément cherché à recentrer leur présence opérationnelle en faveur des populations pauvres et vulnérables dans la ceinture sahélienne. Cela a permis de répondre de manière particulièrement efficace aux besoins des populations de ces zones. Toutefois, les régions frontalières touchées par des problèmes sécuritaires ont bénéficié d'une moins bonne couverture.<sup>74</sup> Certains employés d'ONG interrogés pour ce rapport ont déclaré que le besoin n'était pas le seul facteur pris en compte pour décider de la chronologie et de l'implantation des programmes : l'accès, la sécurité et la logistique sont également des considérations de premier ordre.<sup>75</sup>

## **Ciblage : la réponse a-t-elle atteint les groupes les plus vulnérables ?**

Alors que la nécessité de se concentrer sur les familles vulnérables et les groupes marginalisés fait de plus en plus consensus, les représentants des États de la région ont reconnu qu'il s'agissait de l'un des plus grands défis auxquels ils étaient confrontés dans l'élaboration de la réponse.<sup>76</sup> Très peu de programmes de protection sociale étaient déjà en place pour servir de base de déploiement à plus grande échelle. Par ailleurs, les États avaient rarement la capacité requise ou ne disposaient pas de données au niveau des foyers qui auraient permis de faire mieux qu'identifier les régions vulnérables lors du ciblage des interventions. Les agences internationales ont fait de réels efforts pour cibler spécifiquement les groupes marginalisés, y compris par le biais de nombreux programmes pour les femmes, les enfants et les populations pastorales.

Cependant, l'introduction de nouveaux programmes n'a pas suffi à améliorer le ciblage de l'aide pour les plus vulnérables. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), par exemple, a introduit un volet spécifique aux femmes misant sur leur potentiel à dynamiser la production agricole globale.<sup>77</sup> Mais une analyse de la mise en œuvre du programme de la FAO au Sénégal a révélé que le rôle prédominant des hommes dans la production agricole du pays avait également entraîné une allocation disproportionnée de l'aide au bénéfice de ces derniers. À défaut de dispositions pour compenser ce phénomène dans la conception du programme, seuls 10 % de l'aide fournie sont parvenus à des agricultrices.<sup>78</sup> Oxfam a également dû relever des défis lors de ses interventions avec des populations pastorales. Lors d'une première évaluation, le travail d'Oxfam avec des communautés pastorales portant sur les mécanismes d'adaptation efficaces pendant une sécheresse dans le nord du département de Dakoro, au Niger, semblait fructueux car il encourageait le déstockage opportun des troupeaux. Toutefois, une étude de l'efficacité de l'aide a démontré que le programme n'avait provoqué aucun changement dans les comportements par rapport aux autres communautés pastorales. L'étude a préconisé une révision des approches.<sup>79</sup>

## **Programmation : les différentes approches adoptées ont-elles répondu aux besoins des populations ?**

Il y a eu plusieurs exemples positifs d'interventions précoces par des agences des Nations unies et des ONG. Les interventions à impact rapide, telles que la fourniture de semences, les transferts monétaires et le déstockage, ont aidé des populations à répondre à leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et à protéger leurs actifs à un stade précoce de la crise, avant d'avoir à recourir à des stratégies d'adaptation néfastes comme vendre ses actifs ou contracter des dettes.<sup>80</sup> Une étude d'Oxfam portant sur un ensemble de transferts monétaires au Niger en novembre 2011 a montré que les familles recevant des fonds avaient augmenté leur consommation alimentaire et recouraient moins au crédit pour se procurer de la nourriture, réduisant ainsi leur vulnérabilité.<sup>81</sup> En juin 2012, correspondant généralement à la période durant laquelle les besoins sont les plus élevés lors des crises alimentaires dans la région du fait de l'épuisement des mécanismes d'adaptation, le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire au Niger et au Burkina Faso semble avoir reculé. S'il est possible que cela soit dû à une correction de la méthodologie statistique, les rapports des Nations unies publiés à l'époque suggèrent que ce recul pourrait également refléter l'impact d'une action précoce réussie.<sup>82</sup>

La prédominance de l'aide alimentaire en nature dans les interventions a considérablement diminué par rapport aux précédentes interventions.<sup>83</sup> Le PAM a par exemple lancé le plus grand programme monétaire de son histoire.<sup>84</sup> Oxfam a utilisé des mécanismes et des outils d'analyse des marchés pour s'assurer que ces derniers pouvaient absorber les transferts monétaires ; on a alors assisté à une augmentation des achats alimentaires locaux.

Dans certaines zones où les réserves alimentaires avaient fait l'objet d'importants investissements (voir Encadré 1), ceux-ci ont souvent joué un rôle essentiel pour atténuer les pires impacts de la crise, prouvant le potentiel des réserves en tant que première ligne de défense. Toutefois, certaines organisations de la société civile ont déploré le manque d'informations sur la disponibilité des stocks nationaux et les règles inappropriées régissant leur utilisation.<sup>85</sup> Il est clair qu'il faut poursuivre les efforts pour intégrer ces réserves dans les plans d'intervention nationaux et continuer de développer une approche régionale par le biais de la CEDEAO.



### **Encadré 1 : Investir dans les réserves alimentaires pour atténuer la crise**

Un questionnaire Oxfam soumis en juin 2012 à des communautés du Burkina Faso au sujet du rôle des réserves alimentaires locales a souligné la contribution possible des réserves alimentaires pour réduire l'impact des chocs. Les 59 personnes interrogées ont toutes indiqué que les réserves locales avaient amélioré la situation alimentaire et nutritionnelle de leur foyer, citant comme principaux avantages la plus grande proximité, la meilleure disponibilité et le prix plus abordable des denrées alimentaires. Par ailleurs, 95 % des personnes interrogées ont indiqué que ces réserves avaient freiné l'émigration depuis leur communauté, et près de la moitié ont déclaré que leurs conditions de vie s'en étaient retrouvées améliorées et leur sentiment de stabilité renforcé.

Des agences des Nations unies et certaines ONG internationales ont adopté des approches flexibles pour veiller à ce que leurs programmes répondent aux besoins des communautés, mais plusieurs domaines exigent encore des améliorations. Malgré les avantages potentiels indiscutables, les interventions précoces n'ont pas eu lieu à grande échelle. La ponctualité des interventions mériterait aussi des améliorations supplémentaires. Dans de nombreux cas, pour les ONG internationales, un temps considérable s'est écoulé entre la promesse de financement et la mise en œuvre effective de l'aide.<sup>86</sup> Par exemple, des difficultés de déploiement à plus grande échelle d'un programme humanitaire avec une composante forte en matière de développement ont provoqué des retards dans le programme d'Oxfam dans la région de Kayes au sud du Mali. Le programme n'a commencé qu'en avril/mai, des mois plus tard qu'initialement prévu. Les restrictions quant à la durée de disponibilité des financements pour la réponse à la crise ont eu des implications évidentes pour la durée et l'ambition des programmes. Par exemple, Oxfam a dès le début intégré des activités de relèvement dans ses stratégies d'intervention, mais un manque de financement de cette phase finale a limité l'ampleur de ses réalisations.

Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour évaluer la qualité des interventions et leurs impacts à plus grande échelle. Par exemple, l'impact des interventions basées sur les espèces, notamment sur l'inflation, doit encore être évalué de manière plus approfondie. ACF prévoit d'unir ses efforts à ceux d'autres acteurs présents dans la région et impliqués dans le domaine de la nutrition afin de s'assurer que l'augmentation considérable du nombre de bénéficiaires puisse être accompagnée d'une amélioration de la qualité de la prise en charge.

Malgré les relations évidentes entre les crises alimentaires et nutritionnelles et les causes sous-jacentes de la vulnérabilité, les programmes alliant véritablement les activités humanitaires et de développement restent rares. Lors d'entretiens, des membres du personnel de certaines agences des Nations unies ont souligné l'existence de programmes développés à la lumière des précédentes crises et susceptibles de promouvoir une utilisation plus durable des ressources et de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire. Toutefois, ils ont également précisé que ces programmes

n'étaient pas nécessairement motivés par un objectif sous-jacent de renforcement de la résilience ou liés à d'éventuelles interventions d'urgence.

Lors d'évaluations internes, les employés d'Oxfam ont reconnu que certains aspects de la réponse pouvaient encore être améliorés, même si leur organisation a déjà apporté une aide vitale à des centaines de milliers de personnes sous une forme plus efficace qu'auparavant. Malgré les efforts pour intégrer les équipes de programme d'urgence et à long terme et pour renforcer les capacités humanitaires du personnel permanent, des divisions subsistent. Il est arrivé que des programmes d'urgence doivent être lancés dans de nouvelles zones, repartant de zéro en matière de logistique, de partenariats et de relations avec les communautés, car les programmes de développement à plus long terme n'avaient pas ciblé les zones avec les communautés les plus vulnérables.

## 3.5 LE VERDICT ?

La réponse humanitaire à la crise alimentaire de 2012 dans la région du Sahel a été d'une ampleur sans précédent et d'une qualité à bien des égards supérieure aux réponses aux dernières crises dans le Sahel et ailleurs. Les États ont fait preuve de davantage de volonté pour s'attaquer aux questions de sécurité alimentaire. L'alerte d'une crise imminente a été donnée exceptionnellement tôt et fortement relayée. Les bases d'un cadre national et régional efficace pour l'analyse de la sécurité alimentaire étaient déjà en place. Le financement de l'intervention a été considérable (d'autant plus bienvenu dans un contexte de réduction globale des aides par les donateurs habituels). Enfin, la réponse a permis de sauver des centaines de milliers de vies et de moyens de subsistance.

Il n'en reste pas moins que ces améliorations n'ont toujours pas permis de déployer une intervention d'une envergure suffisante pour répondre aux énormes besoins. Pour cela, il est indispensable d'adopter une approche différente face à la vulnérabilité et dans la gestion des crises. Des améliorations sporadiques apportées aux systèmes existants ne suffiront pas pour une région confrontée à une menace croissante découlant du changement climatique et de la croissance démographique. Ce rapport a identifié trois lacunes persistantes chez les acteurs humanitaires dans les quatre domaines d'intervention, nuisant considérablement à leur impact conjoint. Ces lacunes doivent être comblées non seulement pour améliorer la qualité des prochaines interventions, mais également pour renforcer la résilience des personnes dont les moyens de subsistance et la vie sont exposés chaque année à des risques de plus en plus lourds :

1. On déplore toujours **une compréhension insuffisante de la nature et de l'ampleur de la vulnérabilité et une certaine réticence à intervenir en fonction du risque**. Lors de la crise de 2012, cela a donné lieu à des messages divergents concernant la gravité probable de la crise. Certains donateurs ont attendu d'y voir plus clair avant de

confirmer leurs engagements, et les programmes auraient pu intégrer davantage l'analyse et la gestion des risques.

2. Il subsiste **un fossé entre les approches humanitaires et de développement**, perpétué par les mécanismes de financement, les systèmes de coordination et les structures organisationnelles au sein des différentes agences. En 2012, cela s'est traduit par un manque de financement flexible dans les premières phases, ainsi que par des interventions humanitaires et des programmes à plus long terme ne contribuant pas suffisamment les uns aux autres. Mais surtout, cela a empêché l'aide internationale de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité tout en répondant aux besoins immédiats des populations.
3. **Les limitations des capacités et du leadership nationaux** ont été mis en évidence par la façon dont les États de la région étaient marginalisés. Ceux-ci ont reçu une aide inappropriée de la communauté internationale, soulignant la nécessité d'un recentrage sur le soutien institutionnel. En 2012, des lacunes dans les réponses des États ont affaibli la coordination. En conséquence, certaines interventions n'ont suivi aucun plan global et ont au final nui à la qualité et à la portée de l'aide fournie.

# 4 RÉPONDRE AUX DÉFIS STRUCTURELS POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE

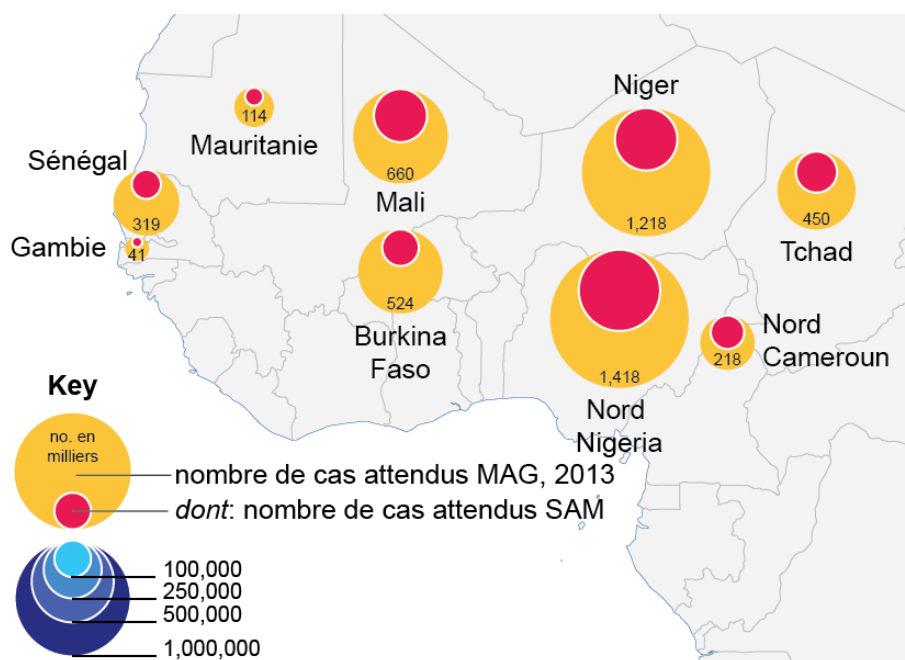
Dans la région du Sahel, quelque 10 millions de personnes sont encore dans une situation de grande précarité et auront besoin d'aide en 2013 et au-delà pour se relever de la crise de 2012.<sup>87</sup> Malgré des récoltes 2012/2013 globalement favorables, le prix des denrées alimentaires n'a toujours pas retrouvé ses niveaux d'avant-crise. Début mars 2013, un sac de 100 kg de millet coûtait 25 000 francs CFA à Niamey, soit seulement 3 000 de moins qu'en septembre 2012 et 3 500 de plus qu'en mars de l'année précédente<sup>88</sup>. La sous-nutrition atteint encore des niveaux critiques : dans la région, on estime qu'1,4 million d'enfants souffriront de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) et 3,6 millions de Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) cette année (voir la Figure 7).<sup>89</sup>

La gravité de la situation est encore renforcée par la récente crise au Mali. On compte encore près de 450 000 personnes déplacées. Les opportunités en matière de moyens de subsistance ont diminué et les besoins humanitaires dans la région ont augmenté de manière générale. Alors que le conflit risque de détourner l'attention politique nationale et internationale des questions de sécurité alimentaire dans la région, il devrait au contraire souligner la nécessité de s'attaquer aux facteurs de fragilité et d'exclusion politique frappant tous les pays du Sahel à plus long terme.

Il faut prendre des mesures dès maintenant pour engager des fonds de manière précoce et pour soutenir le relèvement des foyers et des communautés de la région affectés par la crise alimentaire de 2012. À l'heure de la publication de ce rapport (avril 2013), l'appui à la principale saison agricole doit être déployé dès à présent si l'on cherche à bénéficier à la population à temps pour les prochaines récoltes.<sup>90</sup> Les programmes de lutte contre la sous-alimentation exigent une préparation et une planification adéquates avec les partenaires des États. Parallèlement, de nombreuses organisations intervenant dans la région ont depuis longtemps reconnu qu'apporter une simple réponse d'urgence aux crises fréquentes ne suffisait pas, et que les interventions devaient être davantage ciblées sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation. La volonté de progresser en matière de renforcement de la résilience dans le Sahel est palpable aux niveaux national, régional et international. La stratégie des Nations unies pour le Sahel inclut le renforcement de la résilience comme l'un des trois objectifs communs à tous les partenaires humanitaires.

Toutefois, malgré cette dynamique et la reconnaissance de l'importance du relèvement, Oxfam redoute que les discours positifs ne masquent un changement limité sur le terrain. Début 2013, les Nations unies ont estimé qu'1,66 milliard de dollars étaient nécessaires pour couvrir les besoins humanitaires et de relèvement du Sahel et commencer à poser les bases de la résilience. Début avril 2013, seulement 24 % de ce montant avait été débloqué.<sup>91</sup>

**Figure 7 : Nombre de cas attendus de Malnutrition Aigüe Globale en 2013 (en milliers)<sup>92</sup>**



Source : Stratégie des Nations unies pour le Sahel 2013

## Renforcement de la résilience dans le Sahel

Lorsque les principaux États, donateurs et autres acteurs de la sécurité alimentaire se sont réunis fin 2012 dans le cadre de l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience - Sahel (AGIR), ils se sont accordés pour définir la résilience comme « la capacité des ménages, des familles et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc, à résister au choc et à y répondre efficacement, ainsi qu'à récupérer et à s'adapter de manière durable ».<sup>93</sup>

L'attention actuellement portée au développement de la résilience dans le Sahel constitue une occasion idéale pour renforcer le soutien aux communautés afin qu'elles soient plus à même de faire face aux contraintes et aux chocs auxquels elles sont régulièrement confrontées. Tandis que le concept de résilience vise à couvrir la palette la plus vaste possible de vulnérabilités que peuvent rencontrer les populations, ce rapport est spécifiquement axé sur la manière dont la résilience pourrait contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire dans la région. La résilience, si elle se traduit en un meilleur accès aux services de base et en de nouveaux programmes destinés aux plus vulnérables, pourrait permettre de sortir de l'état d'urgence permanente dans la région, où l'on déplore jusqu'à 230 000 décès d'enfants à cause de la sous-alimentation, même les années « sans crise ».<sup>95</sup>

L'an dernier, des progrès ont été réalisés pour développer des politiques et des cadres destinés à soutenir les efforts de renforcement de la résilience. Au niveau national, les États évaluent leurs interventions et envisagent des politiques de sécurité alimentaire pour l'avenir. Au niveau régional, la CEDEAO a lancé son initiative « Faim Zéro ».<sup>96</sup> Au niveau mondial, l'initiative AGIR-Sahel, lancée en mai 2012, vise à réunir les principaux acteurs afin de développer une vision holistique de la résilience dans la région.<sup>97</sup> En 2013, ces cadres doivent se traduire en actions concrètes s'appuyant sur les initiatives et politiques existantes susceptibles de renforcer la résilience à condition d'être mises en œuvre de manière étendue. Par exemple :

- Mise en œuvre des **politiques agricoles et alimentaires nationales et régionales** existantes, telles que la politique agricole de la CEDEAO et les programmes nationaux d'investissements agricoles, et réalisation de l'engagement de la Déclaration de Maputo de 2003 d'investir au moins 10 % des budgets nationaux dans le développement agricole.<sup>98</sup> Cela doit inclure l'utilisation d'un système de ciblage complet pour allouer des ressources aux producteurs les plus pauvres dans les différentes zones géographiques<sup>99</sup> et l'abandon de l'approche traditionnelle axée sur une gamme limitée de cultures d'exportation en faveur d'un soutien aux petits producteurs et en particulier aux femmes agricultrices. Selon la FAO, le fait d'assurer aux femmes le même accès aux ressources que les hommes pourrait augmenter les rendements agricoles de 20 à 30 %, permettant à 100 à 150 millions de personnes d'échapper à la faim.<sup>100</sup>
- Soutien du déploiement de la **stratégie de réserve alimentaire régionale**, adoptée par les ministres de l'agriculture de la CEDEAO en septembre 2010 à Abidjan. Au niveau régional et national, les réserves peuvent accroître la disponibilité des stocks et soutenir les interventions des États pour répondre aux besoins alimentaires immédiats de la population pendant les épisodes déficitaires. Au niveau local, les réserves alimentaires peuvent jouer un rôle essentiel comme première ligne de défense, en aidant les producteurs à obtenir de meilleurs prix pour leurs produits dans les périodes d'abondance et en maintenant un accès régulier aux denrées alimentaires en période de déficit.

*« Nous savons qu'à chaque fois qu'une crise frappe, 80 % des personnes les plus touchées appartiennent aux 20 % les plus pauvres et les plus vulnérables. Ce sont les personnes qui ont le moins accès aux sphères du pouvoir. »*

Kristalina Georgieva,  
Commissaire européen à la coopération internationale, à l'aide humanitaire et à la réaction aux crises<sup>94</sup>.

- Une extension des **filets de sécurité et des programmes de protection sociale** peut permettre de s'assurer que les foyers les plus vulnérables ont un niveau de revenus minimum pour subvenir à leurs besoins fondamentaux en cas d'augmentation des prix ou de tout autre choc. Associé à une formation ou un soutien approprié en matière d'épargne, les transferts monétaires peuvent aussi aider les communautés à développer des sources de revenus supplémentaires ou des fonds de réserve, réduisant leur exposition aux chocs futurs. Des programmes d'assurance peuvent apporter des avantages similaires en indemnisant les communautés en cas de chocs.
- Développement et renforcement de **programmes axés sur la nutrition** devant permettre de réduire et prévenir la sous-nutrition – mise en place de façon concertée et intégrée d'interventions dans les domaines de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance et de l'agriculture, de l'éducation, de l'eau et l'assainissement, de la santé, du genre et des pratiques de soin.
- Amélioration de la qualité des programmes de prise en charge intégrés de la Malnutrition Aigüe Sévère, ainsi que de leur couverture et de l'accès aux soins, en particulier par le biais du renforcement des systèmes de santé nationaux ; renforcement des plans de préparation et de réponse aux pics saisonniers.

L'investissement dans ces programmes et ces politiques est essentiel, mais il doit aussi s'inscrire dans une nouvelle **approche étendue du renforcement de la résilience** et de la lutte contre les inégalités et la marginalisation omniprésentes parmi les communautés et les foyers les plus pauvres et les plus vulnérables dans le Sahel. Cela implique également de faire face à de nouvelles réalités : la pression de la croissance démographique et du changement climatique, posant des questions pour la viabilité de certains moyens de subsistance ruraux, ainsi que les défis inhérents à une population de plus en plus urbaine. Cela implique enfin de tirer les enseignements de la réponse de 2012, et de résoudre les trois défis structurels à l'origine des lacunes de cette réponse : mieux comprendre la vulnérabilité ; combler le fossé entre humanitaire et développement ; et renforcer les capacités nationales et locales pour renforcer la résilience. Les sous-sections suivantes reviennent en détails sur ces trois défis.

## 4.1 COMPRENDRE LA VULNERABILITE

Malgré le consensus sur la définition de la résilience dans le cadre de l'initiative européenne AGIR-Sahel, il n'y a toujours pas de compréhension commune de ce que sont la résilience et la vulnérabilité, ni de la manière dont ces concepts doivent être appliqués.

L'une des grandes priorités dans la région doit être l'engagement politique au plus haut niveau au sein des États et des institutions régionales, afin d'identifier, de soutenir et de transférer les ressources aux communautés, foyers et personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, y compris par le biais de la prestation de services publics de base. Cela exige une compréhension approfondie et commune du rôle de la « vulnérabilité » dans la question de la résilience, afin de mieux orienter les activités humanitaires et de développement des États et des agences d'aide.

À l'heure actuelle, il n'y a aucune vision commune parmi les leaders politiques de la région concernant l'étendue de la vulnérabilité et ses implications dans l'élaboration des politiques. Les mésententes à ce sujet ont été particulièrement criantes lors d'une rencontre régionale d'organisations travaillant sur la sécurité alimentaire à Ouagadougou en décembre 2012.<sup>102</sup> Lors de cette rencontre, la CEDEAO et d'autres ont cherché à édulcorer le langage décrivant la gravité de la crise de 2012. Cela a réveillé des craintes que le regain de volonté affiché par certains dirigeants concernant la sécurité alimentaire pendant la crise ne soit déjà retombé. Il ne sera pas facile de parvenir à une compréhension commune de la vulnérabilité. Toutefois, le Secrétariat AGIR-Sahel peut apporter un soutien très attendu pour faciliter le dialogue et négocier un accord.

Les progrès au niveau politique peuvent être renforcés par des progrès au niveau technique. Dans ce domaine, le travail a déjà commencé avec la cartographie de la vulnérabilité. Une initiative CILSS/FEWS NET a été lancée en 2012 pour élaborer un ensemble d'outils sur la sécurité alimentaire pour les systèmes nationaux d'alerte précoce dans la région. Elle continuera de jouer un rôle essentiel dans le renforcement des capacités analytiques au niveau national et dans l'amélioration de la cartographie conjointe de la vulnérabilité. D'autres investissements dans des outils de recherche pour l'analyse de la sécurité alimentaire, tels que l'approche de l'économie des ménages, peuvent apporter un meilleur éclairage sur la manière dont les familles sont susceptibles de réagir aux chocs, et fournir une meilleure compréhension des facteurs renforçant la résilience (voir l'Encadré 2 ci-dessous pour plus d'informations sur les recherches d'Oxfam sur la résilience au Niger).

L'objectif final sera de développer des programmes plus appropriés et des politiques publiques destinées à soutenir les communautés, les foyers et les personnes les plus vulnérables et à leur donner les moyens de gérer et d'atténuer l'impact des chocs et des contraintes. Les réponses de ce type permettront de développer de nouvelles approches ayant une portée étendue, axées spécifiquement sur les facteurs qui contribuent directement à la vulnérabilité.

*« L'ambition est grande car il s'agit, d'ici les 20 années à venir, de réduire au moins de deux tiers le nombre de personnes souffrant structurellement de l'insécurité alimentaire. Cependant, je suis persuadé qu'avec la détermination de tous, nous irons même au-delà de ce résultat. »*

Beyon Luc-Adolphe Tiao,  
Premier Ministre du Burkina Faso<sup>101</sup>



## 4.2 COMBLER LE FOSSE ENTRE HUMANITAIRE ET DEVELOPPEMENT

Il est indispensable de réformer l'architecture de l'aide et de combler le fossé entre les institutions et pratiques humanitaires et de développement, afin que la communauté d'aide internationale tienne ses engagements en matière de renforcement de la résilience dans le Sahel. Les agences des Nations unies et les ONG internationales doivent adapter leurs systèmes internes et adopter de nouvelles méthodes de travail pour développer et mettre en œuvre des programmes capables de répondre à l'urgence ainsi qu'aux besoins à long terme, avec une analyse conjointe des risques et des objectifs de résilience conjoints.

### Efforts des ONG

Oxfam a réfléchi aux types et aux lieux d'intervention dans la région afin d'être le mieux positionné possible pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité chroniques. Il est prévu de développer de nouveaux programmes de « résilience » intégrant des aspects et un savoir-faire humanitaires et de développement. Les deux agences chercheront à s'assurer que la présence opérationnelle sera de plus en plus déterminée par les cartes de vulnérabilité, pour un meilleur ciblage sur les besoins des communautés et des foyers les plus vulnérables. Des réunions conjointes sont organisées entre les équipes des différentes régions confrontées aux mêmes défis en matière de programmes de résilience. En découlent des propositions sur les changements internes à apporter à chaque niveau pour permettre un nouveau modèle de programmation.

#### Encadré 2 : La résilience en pratique

Le programme d'Oxfam au Niger a demandé une étude pour approfondir sa compréhension de la résilience dans les communautés agropastorales. Par le biais de discussions de groupe avec les membres de la communauté, l'équipe de recherche a identifié des référentiels clés pour la résilience (tels que définis par la communauté) et les domaines d'intervention qu'ils considèrent comme les plus à même d'accroître leur capacité à résister aux chocs. Cette méthodologie sera utilisée pour orienter les prochaines approches dans les programmes de résilience.

Le premier programme de ce type vient d'être lancé dans la région d'Ouallam et vise à inclure un vaste ensemble d'interventions destinées à augmenter la capacité des foyers et des communautés à mieux faire face aux chocs et contraintes futures. Parmi ces derniers, on retient notamment le soutien à des systèmes d'alerte précoce au niveau local et à des réserves alimentaires, ainsi que la promotion d'une utilisation plus durable des ressources. Des capacités humanitaires seront intégrées dans le programme pour permettre un éventuel déploiement à plus grande échelle. Le travail de plaidoyer est une composante majeure de l'approche : ainsi, si le projet atteint ses objectifs, les acteurs publics et les autres parties prenantes pourront soutenir son déploiement à plus grande échelle.

## Contributions des donateurs

Les efforts des ONG pour adapter les approches programmatiques ne sont qu'une part de la solution : les donateurs doivent prendre des mesures similaires et s'engager à appliquer les modifications nécessaires aux mécanismes de financement, ainsi qu'à financer le renforcement de la résilience. Cela ne veut pas forcément dire donner plus d'argent, car sur le long terme, on pourrait même constater une réduction des sommes finalement engagées. Par exemple, une étude menée au Kenya a révélé que les activités de renforcement de la résilience coûtent chaque année en moyenne 1 milliard de dollars de moins qu'une intervention humanitaire tardive.<sup>103</sup> Comme le financement humanitaire représente moins de 10 % de l'aide internationale globale et n'a aucun cadre à long terme, la majeure partie des sommes en question est ponctionnée dans les budgets de développement.<sup>104</sup> Jusqu'à présent, seule une poignée de donateurs se sont clairement engagés sur la manière envisagée pour recentrer leur financement sur la résilience dans la région (voir Encadré 3).<sup>105</sup> Au sein de l'initiative AGIR-Sahel, il faudra vraisemblablement attendre fin 2013 pour espérer parvenir à un accord sur les priorités et le financement supplémentaire requis pour la résilience.<sup>106</sup>

Tandis que des programmes de résilience à plus long terme sont développés, les donateurs devraient étudier des solutions intérimaires pour s'assurer que les mesures envisagées pour renforcer la résilience sont financées cette année. Les donateurs doivent aussi intégrer plus systématiquement des mécanismes de financement innovants dans leur réponse afin de soutenir les synergies entre interventions humanitaires et de développement et de faciliter les interventions précoces et opportunes. Des mécanismes tels que les fonds de prévoyance (offrant une certaine marge de manœuvre pour adapter les interventions à des contextes changeants) ou les modificateurs de crise (permettant d'utiliser les fonds d'urgence dans le cadre d'un programme de développement régulier) se sont révélés utiles pour s'assurer que l'aide puisse être adaptée à l'évolution des besoins des bénéficiaires.

### **Encadré 3 : L'USAID devient le premier donateur à publier un guide de programmation sur la résilience**

En décembre 2012, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) est devenue le premier donateur à publier une politique et des directives de programme au sujet du renforcement de la résilience.<sup>107</sup> Les directives comprennent un engagement important : allier les interventions humanitaires à court terme à des programmes de développement à plus long terme en créant des cellules de programmation conjointes et en décidant de nouveaux investissements d'après une analyse approfondie de la vulnérabilité chronique. Dans sa phase initiale, le programme sera axé sur les besoins en termes de résilience au Burkina Faso et au Niger, deux pays où l'USAID est déjà impliquée dans des opérations de développement et d'urgence et où une collaboration renforcée entre ces secteurs, avec un accent particulier sur la résilience, pourrait apporter des résultats probants.

## 4.3 RENFORCER LES CAPACITÉS NATIONALES ET LOCALES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE

La réussite du renforcement de la résilience dans la région dépendra de la capacité des États à développer des politiques et surtout à doter les institutions des ressources et de l'expertise technique requises pour leur mise en œuvre. Des politiques développées au niveau national et local sont nécessaires pour susciter un changement d'une ampleur et d'une durée suffisantes pour renforcer efficacement la résilience (voir un exemple dans l'Encadré 4).<sup>108</sup>

### Encadré 4 : L'initiative 3N

L'initiative « 3N » (*Les Nigériens Nourrissent les Nigériens*) de l'État du Niger démontre la manière dont les États peuvent développer des programmes soutenant la résilience.<sup>110</sup> Elle intègre des interventions sur plusieurs secteurs clés, notamment la sécurité alimentaire, la nutrition et l'eau, dans une vision unique faisant partie de la stratégie de développement nationale. Une commission a été mise en place pour superviser l'initiative en étroite collaboration avec les ministères concernés.

Il est important que la volonté politique affichée par l'État se traduise en résultats. La difficulté est de s'assurer que le programme est déployé au niveau local et que la capacité est suffisante à tous les niveaux pour permettre une mise en œuvre opportune. L'État doit également veiller à accorder toute l'attention requise, et le financement correspondant, aux éléments spécifiques à la résilience au sein du programme (y compris la protection sociale, les réserves alimentaires locales et le système d'alerte précoce).

Un leadership national fort sur la résilience et un renforcement des capacités pour mettre en place des programmes et des services publics essentiels à grande échelle doivent faire partie intégrante des efforts pour promouvoir la bonne gouvernance et développer une plus grande redevabilité vis-à-vis des citoyens. Malgré l'insécurité alimentaire persistante, les États de la région du Sahel (à quelques exceptions près) ont jusqu'à présent été réticents à investir leurs ressources limitées (bien qu'en progression) dans des secteurs clés tels que l'agriculture et la protection sociale. Même lorsque les investissements dans l'agriculture sont relativement conséquents, les politiques soutiennent souvent les cultures d'exportation gérées par de grandes sociétés plutôt que les petits producteurs de denrées alimentaires.

Les efforts pour relayer la voix des communautés pauvres et marginalisées et des organisations de la société civile œuvrant pour une plus grande justice sociale peuvent jouer un rôle essentiel dans la mise en place de la réforme (voir Encadré 5). Ce sera un facteur clé pour déterminer si les États parviennent réellement à renforcer la résilience et à répondre aux crises, tout en donnant la priorité aux besoins des groupes les plus vulnérables. De telles approches formeront un pilier central de stratégies pour renforcer la résilience dans la région, ainsi que pour travailler de manière plus étroite avec les autorités locales et les ONG afin de soutenir l'appropriation et les capacités locales à intervenir.

*« Le leadership de nos organisations régionales doit être reconnu par tous. En retour, ces organisations devraient s'engager dans la mobilisation de leurs ressources propres pour la mise en œuvre des politiques, et harmoniser aussi leurs interventions à toutes les échelles (locale, nationale, régionale, etc.).[...] Il n'existe aucun exemple dans le monde où la résilience a été réglée uniquement par la coopération au développement. Voilà pourquoi nous demandons aux agences de coopération d'inscrire leur action dans une logique d'accompagnement en étant derrière nous et avec nous. »*

Mamadou Cissokho, Président d'honneur du ROPPA, Représentant de la société civile pour AGIR-Sahel<sup>109</sup>

### **Encadré 5 : Surveillance de la société civile pour des politiques plus performantes en matière de sécurité alimentaire**

En 2012, Oxfam a contribué à réunir des groupes de la société civile dans six pays du Sahel afin de surveiller la mise en œuvre des engagements des États d'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires. Des rapports nationaux basés sur les informations recueillies ont souligné les forces et les faiblesses dans l'analyse de la sécurité alimentaire, les mécanismes de coordination et les plans d'intervention des États, et ont été utilisés pour tenter de renforcer les performances nationales.

Au Niger, par exemple, il a été demandé à des groupes de la société civile de briefer les parlementaires de l'Assemblée nationale, découlant sur la mise en place d'un groupe parlementaire spécifique pour superviser la mise en œuvre des obligations liées à la Charte au Niger. Un rapport de synthèse régional a été présenté au RPCA, parallèlement à des appels pour établir une supervision plus régulière et systémique, les organisations de la société civile continuant de jouer un rôle essentiel.

## **Soutien aux États**

Les organisations internationales et régionales ont également un rôle essentiel à jouer pour renforcer les capacités institutionnelles des États, tant au niveau national que local, et pour encourager les États à promouvoir l'implication de la société civile.

Les donateurs peuvent en faire davantage pour soutenir et inciter le changement par le biais de leurs investissements à long terme et de leurs méthodes de travail pendant les crises. Les expériences récentes dans la région suggèrent que la communauté d'aide internationale n'a pas encore établi de méthodes efficaces pour travailler avec les États fragiles.<sup>111</sup> Il faudra remédier à cela pour renforcer efficacement la résilience. Le potentiel de progrès est actuellement paralysé par un cercle vicieux d'inaction : là où les États manquent de capacités et les donateurs décident de ne pas investir dans les structures étatiques, les problèmes de gouvernance restent profondément ancrés.

La communauté de donateurs peut faire un premier pas pour sortir de ce cycle négatif en modifiant son mode de financement aux États. Conformément aux principes d'efficacité de l'aide<sup>112</sup>, la mise à disposition de ressources par le biais de l'État doit être le mécanisme privilégié pour l'attribution des fonds de développement, promouvant ainsi l'appropriation et une plus grande capacité nationale. Toutes les conditions imposées doivent se limiter aux critères de redevabilité et aux réalisations souhaitées en matière de sécurité alimentaire, auxquelles l'aide doit être consacrée. Si de telles conditions ne sont pas encore en place, les donateurs doivent stipuler clairement les changements requis au niveau des États pour que ceux-ci soient éligibles à cette aide, incitant directement une meilleure gouvernance.

Au-delà d'une plus grande aide à travers les budgets et structures de l'état, les donateurs peuvent aussi apporter un soutien plus régulier et plus généreux axé sur le renforcement des capacités des acteurs locaux et nationaux pour une gestion et une prévention efficaces des crises alimentaires. Ils peuvent aussi apporter leur soutien à des politiques progressives et au leadership national en assurant un appui financier généreux en temps utile (comme dans le cas du Plan de développement national du Niger, qui a reçu 4,8 milliards de dollars de promesses de dons en novembre 2012).<sup>113</sup>

Lors d'une réponse à une crise, les principes humanitaires d'indépendance, d'impartialité et de neutralité, ainsi que la nécessité d'apporter rapidement une aide à ceux qui en ont le plus besoin, peuvent empêcher les organisations internationales de travailler exclusivement au sein de structures d'État. Toutefois, avec l'implication appropriée, les méthodes de travail peuvent être adaptées pour soutenir les capacités des États. Certaines pratiques novatrices sont déjà à l'étude. Au Niger, un comité mis en place par l'Agence nationale de prévention et de gestion des crises alimentaires est parvenu à encourager les donateurs à octroyer davantage de fonds directement à l'État. Lors d'entretiens réalisés pour ce rapport, l'État nigérien a exprimé sa satisfaction concernant le gain d'autonomie rendu possible par ce système, tandis que les donateurs se sont dits confiants sur le degré de supervision qu'ils pouvaient exercer par le biais du comité.<sup>114</sup> De tels systèmes peuvent constituer un socle déterminant sur lequel appuyer les efforts de renforcement du leadership des États.

Les agences des Nations unies peuvent également en faire plus pour s'assurer que les méthodes de travail soutiennent les capacités et les systèmes nationaux existants. Depuis l'intervention de 2012, les équipes du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) dans la région du Sahel ont entrepris un changement d'approche (par exemple, en adaptant le calendrier annuel des appels des Nations unies afin d'intégrer de nouvelles informations provenant des prévisions gouvernementales sur les récoltes, et en examinant de nouvelles pistes pour que le système de clusters<sup>115</sup> des Nations unies soutienne davantage les capacités nationales.<sup>116</sup> Des mesures de préparation doivent également être élaborées pour s'appuyer sur les systèmes nationaux, tout en permettant un déploiement plus rapide et plus efficace des programmes lorsqu'une réponse à une crise est requise.

# 5 CONCLUSION

Avec 10 millions de personnes toujours menacées par la faim à la suite de la crise alimentaire de 2012 dans le Sahel, ainsi qu'un consensus grandissant sur le fait que l'intervention humanitaire seule ne peut pas briser le cycle de la crise sapant toute avancée en matière de développement, 2013 est une année charnière pour poser et consolider les fondations du renforcement de la résilience dans la région. Les enseignements tirés de l'intervention de 2012 mettent en évidence trois domaines dans lesquels la communauté internationale doit travailler en étroite collaboration avec des partenaires nationaux et régionaux pour améliorer leurs performances collectives :

- 1) mieux comprendre la vulnérabilité afin d'élaborer de nouvelles approches des programmes et collaborer afin de répondre proactivement et d'atténuer les risques ;
- 2) réformer l'architecture de l'aide en comblant le fossé entre humanitaire et développement ;
- 3) renforcer les capacités nationales (y compris la société civile) et promouvoir une plus grande redevabilité pour les efforts de renforcement de la résilience.

Les États, les institutions régionales, les agences des Nations unies et les ONG doivent œuvrer ensemble afin de mieux soutenir le **relèvement** dès à présent et entreprendre les investissements supplémentaires requis pour renforcer la **résilience** future des communautés dans la région du Sahel. Les donateurs doivent prendre des engagements immédiats en matière de financement pour le relèvement et la résilience, et tous les acteurs humanitaires doivent travailler ensemble pour relever les défis structurels afin de réaliser le changement nécessaire.

## RECOMMANDATIONS

### Développer une compréhension commune approfondie de la résilience

- Les États et la CEDEAO doivent faire preuve d'une **volonté politique plus forte** pour mettre en place des stratégies de développement en faveur des pauvres, s'engager à cibler et transférer des ressources pour soutenir les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, avec l'appui de la communauté d'aide internationale.
- **Tous les acteurs** doivent chercher à développer une compréhension approfondie de ce qui rend les personnes pauvres plus vulnérables aux chocs et aux contraintes et de ce qui renforce au contraire leur résilience, en menant des analyses sensibles au genre et adaptées aux enfants, qui serviront de base pour élaborer des mesures de résilience et des politiques appropriées en faveur des pauvres. Ils

*« Les interventions humanitaires récurrentes et de grande ampleur dans la région nous ont appris une chose : il est impératif de changer notre manière de répondre aux crises dans le Sahel. »*

Coordinateur humanitaire régional  
des Nations unies, David Gressly<sup>17</sup>

doivent développer de nouvelles approches programmatiques et des prestations de services publics mieux ciblées sur les besoins spécifiques des groupes les plus vulnérables et les plus désavantagés, comme les enfants de moins de cinq ans, les femmes et les populations pastorales. Le cadre AGIR-Sahel doit être utilisé pour atteindre un plus vaste consensus politique et pour veiller à ce que les politiques nationales et régionales soient à l'avenir motivées par ces considérations.

- **Les États dans la région** devraient travailler avec les principaux acteurs régionaux afin d'élaborer une analyse de la sécurité alimentaire plus efficace s'appuyant sur des systèmes d'alerte précoce intégrant parfaitement les composantes du risque et de la vulnérabilité. Plus spécifiquement, ils doivent :
  - continuer de développer le Cadre harmonisé en tant que base régionale standard pour les prévisions en matière d'insécurité alimentaire ;
  - plaider et lever des fonds pour le développement de l'analyse de l'économie des ménages (AEM/HEA) et de l'analyse des réalisations dans la région, afin de contribuer à une meilleure compréhension des vulnérabilités et des besoins en périodes de chocs, et à un meilleur ciblage de l'intervention.

### **Comblent le fossé entre humanitaire et développement**

- **Les donateurs** doivent accélérer l'élaboration de programmes et de stratégies de résilience pour des approches plus intégrées sur tout le spectre humanitaire–développement. Ces programmes et stratégies doivent :
  - soutenir les programmes nationaux de résilience et chercher activement à renforcer les capacités nationales et locales, y compris la société civile ;
  - intégrer les concepts de risque et de vulnérabilité dans les décisions de financement et l'élaboration des programmes, et inclure des mécanismes de financement innovants et un soutien des principales politiques pro-résilience telles que les filets de sécurité et les réserves alimentaires ;
  - définir des plans pour réaliser les changements internes requis pour atteindre ces ambitions.
- **Les agences** cherchant à répondre aux besoins immédiats et à s'attaquer aux causes profondes des crises alimentaires et nutritionnelles doivent revoir leurs approches programmatiques actuelles afin de :
  - développer un programme flexible unique qui comble le fossé entre humanitaire et développement et qui place les concepts de risque et de vulnérabilité au cœur des programmes, en entreprenant les changements organisationnels requis pour que cela se produise effectivement ;
  - garantir aux communautés un soutien ciblé promouvant l'innovation, l'expérimentation, l'adaptation au changement climatique et la diversification des moyens de subsistance ;

- mobiliser la société civile et les communautés touchées pour influencer sur les décisions de l'État et demander des comptes aux titulaires des droits.
- **Le coordinateur humanitaire régional des Nations unies pour le Sahel** doit chercher à jouer un rôle important pour mobiliser le système des Nations unies de manière plus vaste pour un soutien proactif de la résilience. Au niveau national, les coordinateurs humanitaires/résidents doivent s'engager à travailler avec les États pour inviter tous les acteurs clés (à tous les niveaux et sur l'ensemble du spectre humanitaire-développement) à créer une plate-forme efficace sur laquelle s'appuyer pour renforcer la résilience.

### **Renforcer les capacités nationales et locales à soutenir la résilience**

- **Les États** de la région doivent collaborer pour **élaborer des programmes de résilience** et des cadres visant notamment à :
  - développer des programmes pour soutenir les petits agriculteurs et les populations pastorales (avec des objectifs en termes de durabilité et de résilience à long terme) ;
  - surmonter les obstacles empêchant les femmes agricultrices de bénéficier des programmes agricoles ;
  - établir ou déployer à plus grande échelle la protection sociale ;
  - apporter un soutien supplémentaire pour mettre en place ou consolider des réserves alimentaires locales ; donner la priorité aux programmes à fort impact sur l'amélioration durable de l'état nutritionnel des populations, notamment via la mise en place d'un ensemble d'interventions intégrées s'attaquant aux causes sous-jacentes de la sous-nutrition
- **Les donateurs** doivent tenir les engagements pris dans les déclarations de Paris et d'Accra sur l'efficacité de l'aide **et rechercher activement des moyens appropriés pour augmenter l'aide versée via les budgets des États** afin de renforcer l'appropriation et les **capacités nationales et locales. Les agences des Nations unies et les ONG internationales** doivent faire le point sur les approches utilisées jusqu'à présent lors des programmes d'urgence et de développement pour mettre en place des mesures de renforcement des capacités par le biais de partenariats à long terme.
- **Les agences des Nations unies et les ONG internationales** doivent travailler avec les États, les organismes locaux et les groupes de la société civile pour développer des programmes de préparation au niveau des pays afin de répondre aux prochaines crises alimentaires, avec notamment des mesures destinées à accélérer le déploiement à plus grande échelle de la réponse.
- **Le Bureau OCHA** doit chercher à aligner au maximum ses mécanismes de financement avec les plans d'intervention nationaux et introduire des appels multi-annuels des Nations unies en tant qu'outil standard pour améliorer la planification et la prévisibilité de l'aide humanitaire. Des mécanismes de financement supplémentaires au niveau national, tels que les fonds d'intervention d'urgence, doivent également être envisagés comme sources supplémentaires potentielles de financement pour les ONG locales.



# NOTES

- <sup>1</sup> La malnutrition est un terme général couramment utilisé à la place de la sous-nutrition. Ici, on préfère utiliser le terme sous-nutrition, car le terme malnutrition fait aussi référence à la surnutrition (obésité). Il existe différents types de sous-nutrition : aigüe (sévère ou modérée), chronique, insuffisance pondérale par rapport à son âge (sous poids) et carences en vitamines et minéraux (carences en micronutriments).
- 2 IASC (2012) « Plan de réponse face à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel », [http://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/2012\\_FSN\\_Sahel\\_Strategy\\_Paper\\_FR.pdf](http://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/2012_FSN_Sahel_Strategy_Paper_FR.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013)
- 3 OCHA (2012), « Sahel Crisis: Funding Status as of 2nd July 2012 », d'après le service FTS des Nations unies <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/FundingUpdates%2004JUILLET2012.pdf> (dernière visite le 25 mars 2013)
- 4 UNOCHA (2012) 'Humanitarian Actors request 1.6 billion dollars for harmonized response to the needs of Sahelian populations in 2013' <http://reliefweb.int/report/mali/humanitarian-actors-request-16-billion-dollars-harmonized-response-needs-sahelian> (dernier accès le 22 mars 2013).
- 6 Les pays touchés étaient les suivants : Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria et Sénégal
- 7 Nations unies (2012), « Sahel Regional Strategy 2013 », p. 16 [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SahelStrategy2013\\_Dec2012.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SahelStrategy2013_Dec2012.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013)
- 8 Nations unies (2011), « Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport de 2011 », New York : Nations unies [http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report\\_2011.pdf](http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report_2011.pdf) (dernière visite le 3 décembre 2012)
- 9 Save the Children (2009), « Understanding Household Economy in Rural Niger », p. 96 <http://www.savethechildren.org.uk/resources/online-library/understanding-household-economy-in-rural-niger> (dernière visite le 25 mars 2013).
- 10 <http://www.fews.net/pages/livelihoods-HEA.aspx>
- 11 Save the Children (2009), op. cit., p. 20
- 12 Oxfam International (2010), « La faim au Sahel : une urgence permanente ? » Oxford : Oxfam International <http://www.oxfam.org/fr/policy/faim-sahel-urgence-permanente> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 13 Oxfam International (2012), « Un retard dangereux : Le coût d'une réponse tardive à des alertes précoces lors de la sécheresse de 2011 dans la Corne de l'Afrique », Oxford : Oxfam International <http://www.oxfam.org/fr/policy/un-retard-dangereux> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 14 APESS et al (2012), « Food for Thought: A Civil Society Assessment on the State of Play of the Implementation of the Charter for Food Crisis Prevention and Management in the Sahel and West Africa », Oxford : Oxfam International, APESS (Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane), CANCPRT (Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad), CONGAD, Consortium Droit à l'Alimentation et Souveraineté Alimentaire, CSSA (Comité de Suivi de la Sécurité Alimentaire en Mauritanie), FOSSC (Forum des OSC au Mali), SPONG (Secrétariat Permanent des ONG du Burkina FASO), ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest) et Réseau Bilital Marobé.
- 15 Réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires, Compte-rendu des travaux, les 12-13 avril 2012, Paris, <http://www.oecd.org/fr/csao/evenements/50488663.pdf> (dernière visite le 22 mars 2013) [
- 16 PASISAT (Projet d'Appui à l'Amélioration du Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire au Tchad) (2011), Bulletin Trimestriel Numéro 1. Octobre 2011.
- 17 J-D. Crola (2012), « Les marchés sahéliens sous haute tension », Oxford : Oxfam International, <http://www.oxfam.org/fr/cultivons/policy/marches-sahel-sous-haute-tension> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 18 P. Gubbels (2011), « Échapper au cycle de la faim : Les chemins de la résilience au Sahel », Groupe de travail sur le Sahel <http://www.oxfam.org/fr/policy/echapper-cycle-faim-chemins-resilience-sahel> (dernière visite le 22 mars 2013). Dans son évaluation de l'intervention de 2010 au Sahel, M. Gubbels identifie sept pistes d'amélioration pour les futures interventions : (i) prévenir, préparer et planifier pour permettre de meilleures réponses ; (ii) adapter les politiques et les pratiques des bailleurs de fonds ; (iii) accélérer et améliorer les réponses humanitaires ; (iv) renforcer la résilience et les revenus ; (v) augmenter l'échelle et la portée du travail sur la nutrition ; (vi) renforcer la capacité des institutions régionales et nationales ; et (vii) renforcer la capacité de la société civile, des ONG locales, des administrations locales et des communautés. Le rapport d'Oxfam (2012), « Un retard dangereux » (op. cit.), fournit des recommandations dans deux domaines : (i) une gestion des risques plutôt que des crises ; et (ii) une réponse plus précoce à la sécheresse, notamment avec un leadership politique national, un financement plus flexible et plus réactif et de meilleurs programmes de la communauté d'aide internationale (y compris par le biais d'interventions de développement à long terme adaptées au contexte, d'une action humanitaire préventive et de systèmes internes en ce sens).
- <sup>19</sup> PNUD (2013), « Rapport sur le développement humain 2013 — L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié », p. 31 <http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2013/telecharger/>
- 20 A. Thurston (2012), « Chad: oil, electricity, and inequality », Sahel blog, 21 septembre <http://sahelblog.wordpress.com/2012/09/21/chad-oil-electricity-and-inequality/> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 21 Projet Emergency Capacity Building (ECB) (2012), « Niger communities say they will run out of food before next harvest, joint ECB / ACAPs study shows », 21 mars <http://www.ecbproject.org/news/latest-news-library/post/162->

- niger-communities-say-they-will-run-out-of-food-before-next-harvest-joint-ecb---acaps-study-shows (dernière visite le 22 mars 2013)
- 22 M. Marshall (2013), « Humanitarian disaster blamed on climate change », *New Scientist*, 1er mars [www.newscientist.com/article/dn23229-humanitarian-disaster-blamed-on-climate-change.html](http://www.newscientist.com/article/dn23229-humanitarian-disaster-blamed-on-climate-change.html) (dernière visite le 22 mars 2013)
- <sup>23</sup> Site Web du Centre régional Regional Agrhymet : <http://www.agrhymet.ne/eng/index.html>
- 24 Oxfam (2012), « An internal note on climate change, drought and food insecurity in the Sahel » (non publié)
- 25 Fiche-Info ECHO, « Crise alimentaire au Sahel », [http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/sahel\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/sahel_fr.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013)
- 26 IASC (2012), *op. cit.*
- 27 Oxfam (2013), « Les réfugiés du conflit malien : Répondre à l'aggravation de la crise », document d'information d'Oxfam 167, Oxford : Oxfam International <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp167-malis-conflict-refugees-220113-summ-fr.pdf> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 28 Entretien réalisé dans le cadre d'une mission d'évaluation d'Oxfam dans les camps de Ferrario et Damba et les environs, 6-9 juin 2012.
- 29 Reproduit de FEWS NET (2012a) Special Report: Summary of regional analysis in West Africa, April, p. 12, [http://www.fews.net/docs/Publications/West\\_CelluleCH\\_2012\\_04\\_final.pdf](http://www.fews.net/docs/Publications/West_CelluleCH_2012_04_final.pdf)
- 30 La malnutrition aiguë globale (MAG) allie le pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée (MAM) et de malnutrition aiguë sévère (MAS). Voir ACF, « Types of acute malnutrition » <http://www.actionagainsthunger.org.uk/what-we-do/about-acute-malnutrition/types-of-acute-malnutrition/> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 31 Selon l'Organisation mondiale de la Santé, le seuil d'urgence critique pour une population est de 15 % de malnutrition aiguë modérée ou 3 % de malnutrition aiguë sévère.
- 32 Nations unies (2012), *op. cit.*, p. 15
- 33 Oxfam GB (2012), « Construire des Approches Sensibles au Genre pour Combattre la Crise Alimentaire et Soutenir la Résilience dans le Sahel » (document de travail non publié)
- 34 État tchadien (2011), « Évaluation de la Sécurité Alimentaire des Ménages dans la Bande Sahélienne Ouest du Tchad, République du Tchad, Ministère de l'Agriculture, VAM, PAM », p. 12. 78,4 % des foyers ayant une femme à leur tête à Bahr El Ghazal étaient en situation d'insécurité alimentaire, contre seulement 44,8 % des foyers ayant un homme à leur tête.
- 35 Nations unies (2012), *op. cit.*, p. 10
- 36 *ibid.*, p. 14
- 37 Oxfam a atteint un peu plus d'un million de personnes, Action Contre la Faim, 300 000 personnes.
- 38 Gubbels (2011), *op. cit.* ; Oxfam International (2012), *op. cit.*
- 39 Gubbels (2011), p. 39
- 40 Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (<http://www.oecd.org/fr/csao/publications/41281118.pdf>). (dernière visite le 25 mars 2013). La Charte a été adoptée par les États, les organisations régionales, les partenaires financiers et techniques et les groupes de la société civile. Elle comprend un vaste ensemble d'engagements pour mesurer les performances.
- 41 « Le Niger sonne l'alarme sur la menace terroriste et l'insécurité alimentaire », discours du Président du Niger, 23 septembre 2011 <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=26422&Cr=Niger&Cr1%20> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 42 Gubbels (2011), *op. cit.*, p. 51. En réponse à la crise de 2010, le Niger n'a sollicité l'aide internationale qu'en mars 2010.
- 43 AllAfrica (2012), « Sénégal : Macky Sall appelle à l'aide pour le monde rural », 3 avril, <http://fr.allafrica.com/stories/201204040015.html> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 44 Comité de Suivi de la Sécurité Alimentaire en Mauritanie (2012), « Diagnostic rapide sur l'application de la Charte de prévention et de gestion des crises alimentaires en Mauritanie », p. 8
- <sup>45</sup> Consortium sur le Droit à l'Alimentation (2012), « Diagnostic rapide sur l'application de la Charte de prévention et de gestion des crises alimentaires au Niger », p. 5
- <sup>46</sup> APSS et al (2012), *op. cit.*
- <sup>47</sup> *ibid.*, p. 8
- <sup>48</sup> *ibid.*, p. 7
- <sup>49</sup> <http://www.alternativeniger.org/spip.php?article584>
- <sup>50</sup> *ibid.*, p. 10
- <sup>51</sup> Par exemple, la 41<sup>e</sup> Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, qui s'est tenue les 28 et 29 juin en Côte d'Ivoire, n'a pas identifié la crise alimentaire comme prioritaire, alors même que celle-ci atteignait son paroxysme. Le communiqué final de la réunion ne comprend que deux paragraphes évoquant la sécurité alimentaire, l'un sur la crise à proprement parler, l'autre sur le partenariat pour la résilience dans le Sahel (AGIR) initié par l'Union européenne ([http://www.gouv.ci/communique\\_gouv\\_1.php?recordID=201](http://www.gouv.ci/communique_gouv_1.php?recordID=201))
- <sup>52</sup> Un plan d'intervention régional avait été élaboré au début de l'année, avant le développement et la finalisation des appels nationaux. Si ce plan a permis de donner une première indication sur le financement nécessaire, il n'a

dans certains cas couvert que 50 % des besoins finaux. Par exemple, pour le Burkina Faso, le plan d'intervention régional demandait 47 millions de dollars, un montant largement révisé par la suite pour atteindre 85 millions lors de l'appel. Pour le Mali, les chiffres sont passés de 72 à 149 millions de dollars.

- 53 Entretiens avec des membres du personnel de différentes ONG, septembre-novembre 2012
- 54 Entretiens avec des représentants de l'État, septembre-novembre 2012
- 55 Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises et Catastrophes, « État de mise en œuvre des actions du volet alimentaire du plan de soutien 2011-2012 », 21 septembre 2012
- <sup>56</sup> PAM (2012), « Appel urgent à une action dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest », 15 février <http://fr.wfp.org/nouvelles/nouvelles-release/appel-urgent-action-sahel-afrique-ouest> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 57 FEWSNET (2012b), « West Africa Food Security Outlook: January-September 2012 » [http://www.fews.net/docs/Publications/west\\_OL\\_2012\\_01\\_EN\\_final2.pdf](http://www.fews.net/docs/Publications/west_OL_2012_01_EN_final2.pdf) (dernière visite le 25 mars 2013)
- 58 CE (2011), « Crise alimentaire naissante au Sahel : la Commission européenne agit maintenant pour sauver des vies », communiqué de presse, 18 novembre, [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-11-1374\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-11-1374_fr.htm) (dernière visite le 22 mars 2013)
- 59 Retrouvez la ventilation des engagements précoces dans USAID (2012), « FactSheet No.1, Fiscal Year (FY) 2013: Sahel—Food Insecurity and Complex Emergency »
- 60 Service de suivi financier des Nations Unie <http://fts.unocha.org/> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 61 Il est important de souligner les interrogations exprimées quant à la capacité du Service de suivi financier des Nations unies à appréhender précisément tous les flux de financement. À l'avenir, des améliorations seront nécessaires pour s'assurer que des informations de meilleure qualité sont disponibles. À l'heure actuelle, ces chiffres constituent un indicateur pratique sur les tendances globales du financement pour chaque crise.
- <sup>62</sup> Il convient de reconnaître qu'en 2012, une aide financière bien plus conséquente (environ le double) a été apportée par rapport à 2010. Cela est conforme aux estimations globales des besoins, atteignant en 2012 à peu près le double de ceux estimés pour 2010.
- 63 OCHA (2012), « Sahel Crisis: Funding Status as of 2 July 2012 », d'après le service FTS des Nations unies <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/FundingUpdates%2004JUILLET2012.pdf> (dernière visite le 25 mars 2013). Selon le Service de suivi financier des Nations unies, environ 800 millions de dollars avaient déjà été débloqués, soit 800 millions de dollars de moins que l'appel. Toutefois, des engagements supplémentaires à hauteur de 200 millions de dollars avaient déjà été pris en dehors de l'appel des Nations unies.
- 64 Oxfam International (2012), op. cit., p. 16
- 65 Entretiens de l'auteur avec des donateurs et des agences à Dakar, octobre-novembre 2012
- 66 Service de suivi financier des Nations unies, récapitulatif des financements pour la crise au Sahel <https://docs.google.com/spreadsheets/pub?key=0AiHzO7bP7kUtdFFPQnc4TddBcnRmVHU4Z1JRT3paQkE&single=true&gid=5&output=html> (dernière visite le 3 décembre 2012)
- 67 Nations unies (2012), « Sahel Sector Performance Indicators—January to June 2012 »
- 68 Accord entre SIDA et Oxfam International pour la défense d'un mécanisme d'intervention humanitaire rapide pour l'Afrique, 1<sup>er</sup> avril 2011-30 juin 2012. Voir également Intermón Oxfam (2012), « Crisis Alimentaria en el Sahel: Prevenir o curar », p. 13, [http://www.intermonoxfam.org/sites/default/files/documentos/files/Informe\\_respuesta\\_cooperacion\\_espaa%3B1ola\\_Sahel.pdf](http://www.intermonoxfam.org/sites/default/files/documentos/files/Informe_respuesta_cooperacion_espaa%3B1ola_Sahel.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013)
- 69 Par exemple, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a utilisé un « modificateur de crise » informel, recourant à l'Office of Foreign Disaster Assistance (OFDA) pour conférer une nouvelle dimension humanitaire à un programme de développement préexistant de l'USAID au Sénégal.
- 70 Des informations supplémentaires peuvent également paraître au cours de l'année, certains États et certaines agences des Nations unies ayant l'intention de publier des rapports sur l'intervention.
- 71 Gubbels (2011), op. cit., p. 51
- 72 Selon la stratégie de préparation de l'ONU préparée à la fin de l'année 2011, tout juste plus de 512 000 enfants ont été traités pour malnutrition aiguë sévère lors de l'intervention de 2010, comparé aux 926 880 enfants traités en 2012. Ces données couvrent les mêmes pays, à l'exception de la Gambie, qui n'apparaît que dans les chiffres de 2012.
- 73 Nations unies (2012), « Sahel Regional Strategy 2013 », p. 15
- 74 Entretiens de l'auteur avec des représentants des Nations unies, Tchad et Niger, septembre-novembre 2012
- 75 Entretiens de l'auteur avec des ONG, septembre-novembre 2012
- 76 Atelier URD sur la résilience, « La résilience : du concept global aux spécificités sahéliennes », Dakar, 26-27 février 2013.
- 77 FAO (2012), « La crise alimentaire et nutritionnelle du Sahel : l'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables. Cadre stratégique de réponse régionale. Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad », p. 21, [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/sahel/docs/DocProg%20FAO%20SAHEL%20FR.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/sahel/docs/DocProg%20FAO%20SAHEL%20FR.pdf) (dernière visite le 25 mars 2013).
- 78 Oxfam GB (2012), « Construire des Approches Sensibles au Genre pour Combattre la Crise Alimentaire et Soutenir la Résilience dans le Sahel », p. 24 document non publié.
- 79 Oxfam GB (2012), « Effectiveness Review: Livestock Commercialisation for Pastoralist Communities in North

- Dakoro, Niger », <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/effectiveness-review-livestock-commercialisation-for-pastoralist-communities-in-262466> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 80 F. Grünwald et J. Paul (2012), « From Early Warning to Reinforcing Resilience: Lessons Learned from the 2011-2012 Sahel Response: A report for the IASC Principles » <http://ochanet.unocha.org/p/Documents/Lesson%20Learning%20Review.%20Early%20Action%20and%20Resilience%20in%20the%20Sahel.pdf> (dernière visite le 25 mars 2013).
- 81 Oxfam America (2012), « Do Early Cash-Based Interventions in a Food Crisis Enhance Resilience? Experience from Niger », ébauche de document de discussion
- 82 FAO-PAM (2012), « Food Security and Humanitarian Implications in West Africa and the Sahel », note conjointe, juin 2012 [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Joint%2520WFP\\_FAO\\_Note\\_June\\_2012-EN%2520%282%29.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Joint%2520WFP_FAO_Note_June_2012-EN%2520%282%29.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013). Même s'il est difficile de déterminer avec certitude les raisons à cela et si la fiabilité des chiffres a été remise en cause, les rapports des Nations unies suggèrent que les interventions rapides et efficaces menées par les États et les partenaires sont à l'origine de la réduction du nombre de personnes affectées.
- 83 Le fait que neuf pays dans la région ont été affectés par la crise a rendu nécessaire l'achat de certaines denrées alimentaire en dehors de la région afin d'éviter une pression excessive sur le marché local.
- 84 IRIN (2012), « Sahel: what went right in the crisis response? » 24 octobre <http://www.irinnews.org/report/96632/SAHEL-What-went-right-in-the-crisis-response> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 85 APESS et al (2012), op. cit., p. 10
- 86 Les entretiens avec des membres du personnel de différentes ONG (entre septembre et novembre) ont révélé plusieurs cas de latence entre la signature d'un contrat de financement et la fourniture de l'aide aux bénéficiaires. Dans l'un d'eux, il a fallu des mois à une organisation pour planifier l'intervention, y compris pour les analyses du marché et le ciblage, qui auraient pu être réalisés avant même le feu vert pour le financement. Dans d'autres cas, la confusion autour des exigences des donateurs et la possibilité d'antidater les accords ont retardé le lancement des programmes jusqu'à la confirmation définitive des financements.
- 87 Nations unies (2012), « Sahel Regional Strategy 2013 », p. 6
- 88 Afrique Verte (2013), « Point sur la situation alimentaire au Sahel : Suivi de Campagne », n° 143, début mars 2013
- 89 Fiche-Info ECHO, « Crise alimentaire au Sahel », février 2013 [http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/sahel\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/sahel_fr.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013)
- <sup>90</sup> Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition, alerte aux donateurs — Sommet sur le Sahel, 20 février 2013
- 91 OCHA, « Sahel Crisis 2013 : Funding Status as of XXX ». À mettre à jour avant publication
- 92 Il s'agit d'une traduction du terme anglais de 'burden'. Le terme de 'fardeau' ou 'charge' peut aussi être utilisé.
- 93 Définition adoptée lors de la réunion de décembre 2012 de l'initiative AGIR-Sahel à Ouagadougou, [http://www.oecd.org/fr/csao/dossiers/FR\\_Declaration\\_Ouagadougou\\_CD.pdf](http://www.oecd.org/fr/csao/dossiers/FR_Declaration_Ouagadougou_CD.pdf)
- 94 OCDE (2012), « Cérémonie de lancement de l'Alliance AGIR Sahel-Afrique de l'Ouest », discours, Ouagadougou, Burkina Faso, 4-8 décembre 2012 <http://www.oecd.org/fr/sites/semaineeducasahelafriqueouest/agir.htm> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 95 IASC (2012), « Plan de réponse face à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel », Comité Permanent Inter-Agences [http://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/2012\\_FSN\\_Sahel\\_Strategy\\_Paper\\_FR.pdf](http://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/2012_FSN_Sahel_Strategy_Paper_FR.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013)
- 96 CEDEAO (2012), « Note d'orientation stratégique—Vers une sécurité alimentaire de proximité en Afrique de l'Ouest : Faim Zéro en Afrique de l'Ouest », Commission de la CEDEAO
- 97 [http://ec.europa.eu/echo/news/2012/sahel\\_conference\\_2012\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/echo/news/2012/sahel_conference_2012_fr.htm) (dernière visite le 25 mars 2013).
- 98 Déclaration 7 de l'Union africaine, Assembly/AU/Decl.4- 11 (II), 10-12 juillet 2003, Maputo [http://www.africa-union.org/Official\\_documents/Decisions\\_Declarations/Assembly%20final/Assembly%20-%20%20D%E9clarations%20Finales%20fr%2014-08-03.pdf](http://www.africa-union.org/Official_documents/Decisions_Declarations/Assembly%20final/Assembly%20-%20%20D%E9clarations%20Finales%20fr%2014-08-03.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013)
- 99 Oxfam et al (2012), « Crise alimentaire dans le Sahel : Cinq étapes pour rompre le cycle de la faim en 2012 », Note d'information Inter-Agence, p. 7, Oxfam International [http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/ib-food-crisis-sahel\\_-30052012-fr.pdf](http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/ib-food-crisis-sahel_-30052012-fr.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013)
- 100 FAO (2011), « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture : Le rôle des femmes dans l'agriculture — Comblent le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement », <http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf> (dernière visite le 25 mars 2013).
- 101 OCDE (2012), « Cérémonie de lancement de l'Alliance AGIR Sahel-Afrique de l'Ouest », op. cit.
- 102 Entretiens avec des ONG et des donateurs, décembre 2012
- 103 C. C. Venton, C. Fitzgibbon, T. Shiterek, L. Coulter et O. Dooley (2012), « The Economics of Early Response and Disaster Resilience: Lessons from Kenya and Ethiopia » <http://reliefweb.int/report/kenya/economics-early-response-and-disaster-resilience-lessons-kenya-and-ethiopia> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 104 Global Humanitarian Assistance : the Datastore <http://www.globalhumanitarianassistance.org/data-guides/datastore>
- 105 Lors de la réunion de décembre d'AGIR-Sahel, l'Union européenne a annoncé qu'elle soutiendrait la résilience dans le Sahel à hauteur de 500 millions d'euros sur trois ans (2012-2014). L'USAID devrait annoncer ses engagements précis en matière de financement pour la résilience au Burkina Faso et au Niger en avril 2013.

- 106 Alliance globale pour l'Initiative Résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR), Déclaration commune, Ouagadougou, 6 décembre 2012, [http://www.oecd.org/fr/csao/dossiers/FR\\_Declaration\\_Ouagadougou\\_CD.pdf](http://www.oecd.org/fr/csao/dossiers/FR_Declaration_Ouagadougou_CD.pdf), p. 4 (dernière visite le 22 mars 2013)
- 107 USAID, « Resilience Week », <http://transition.usaid.gov/resilience/> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 108 CEDEAO (2012), op. cit., p. 11
- 109 OCDE (2012), op. cit.
- 110 Le Hub Rural, « L'initiative 3 N (« les Nigériens nourrissent les Nigériens ») : un engagement politique pour mettre les Nigériens à l'abri de la famine et de la soif », <http://www.hubrural.org/L-initiative-3-N-les-Nigeriens.html> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 111 P. Gubbels (2011), op. cit., p. 9
- 112 Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005) et [../02-target/programme d'action d'Accra](http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacite/34579826.pdf) (2008), <http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacite/34579826.pdf>
- 113 A. Thurston (2012), « Niger secures \$4.8 billion for security and development—is this a regional model? » Sahel blog, 16 novembre <http://sahelblog.wordpress.com/2012/11/16/niger-secures-4-8-billion-for-security-and-development-is-this-a-regional-model/> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 114 Entretiens de l'auteur au Niger, novembre 2012
- 115 UNOCHA, « Cluster Coordination », Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies <http://www.unocha.org/what-we-do/coordination-tools/cluster-coordination> (dernière visite le 22 mars 2013)
- 116 Entretiens avec des agences des Nations unies, septembre-novembre 2012
- 117 UNOCHA (2012), « Humanitarian Actors request 1.6 billion dollars for harmonized response to the needs of Sahelian populations in 2013 » <http://reliefweb.int/report/mali/humanitarian-actors-request-1-6-billion-dollars-harmonized-response-needs-sahelian> (dernière visite le 22 mars 2013)

© Oxfam International avril 2013

Ce document a été rédigé par Elise Ford. Oxfam remercie Steve Cockburn pour son assistance dans sa réalisation ainsi que le personnel de toute l'organisation pour les nombreux apports et conseils fournis. Oxfam souhaiterait également remercier ACF et Save the Children pour ses importantes contributions à la rédaction de ce document, et en particulier Martin Morand, Anais Lafite et Leah Finnegan. Nous souhaiterions aussi remercier Steven Salazar pour avoir contribué à l'analyse de financement apparaissant dans le rapport. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-284-4 avril, 2013. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Intermon Oxfam Espagne ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Novib Oxfam Pays-Bas ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org). Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)